RÉVOLUTION ou GUERRE

#32

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Janvier 2026

Sommaire

La clé de la tragédie qui vient ?

Situation internationale

Lente mais réelle émergence des luttes prolétariennes internationales ?

- Mobilisations prolétariennes au Canada et intervention des révolutionnaires
- Tract des comités No War But Class War canadiens durant la grève des postes
- Trois jours de grève générale en Belgique (24 au 26 novembre 2025)

Rôle et fonction des comités de lutte

Débat au sein du camp prolétarien

Lutte de masse et marche à la guerre impérialiste généralisée (contribution)

Correspondance sur *Que faire* de Lénine et la conscience de classe

Histoire du mouvement ouvrier

Introduction de notre brochure « La tactique du Comintern » d'O. Vercesi

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

5 dollars/4 euros

Table des matières

La clé de la tragédie qui vient ?.....1
Mobilisations prolétariennes au Canada et intervention des révolutionnaires.....1
Une seule classe, une seule lutte (comités No War but Class War – Canada).....5
Trois jours de grève générale en Belgique (Novembre 2025).....6
Sur le besoin de comités de lutte aujourd'hui.....9
Contribution : Lutte en masse et marche à la guerre impérialiste.....12
Correspondance sur le Que faire ? de Lénine et la conscience de classe.....18
Introduction à la brochure La tactique du Comintern de 1926 à 1940.....23

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Avertissement aux lecteurs et contacts qui voudraient nous écrire à partir de notre site web. Notre adresse ne fonctionne pas. Pour nous contacter – outre nos pages facebook –, il faut écrire à l'adresse mail suivante : intleftcom@gmail.com

La clé de la tragédie qui vient ?

Qui pour douter des contradictions économiques insurmontables du capitalisme ? Plus grand nombre, sauf peut-être les spéculateurs de Wall Street et la mafia affairiste et corrompue autour de Trump et leurs semblables dans le monde, qui se gavent comme jamais auparavant.

Qui pour douter de la marche à la guerre impérialiste généralisée ? Plus grand nombre non plus. Ni au sein de la bourgeoisie qui s'y prépare activement. Ni au sein du prolétariat qui commence à en subir les effets sur ses conditions de vie et d'exploitation. Seuls encore doutent ceux qui s'enfoncent la tête dans le sable et se refusent à voir la réalité. Malheureusement, il est même de ces autruches au sein du camp révolutionnaire.

Qui pour douter des réactions présentes, certes limitées, et futures des populations et du prolétariat aux conséquences de cette marche à la guerre ? Au sein de la bourgeoisie et de ses appareils d'État, il en est peu. Au point qu'ils se préparent, au niveau politique et répressif, à des manifestations et révoltes contre cette marche à la guerre. Un doute ? « *Si nous avons un engagement majeur à l'Est* [une guerre avec la Russie], *cela ne se fera pas sans agitation sur le territoire national : actions de proximité, sabotage, voire manifestations,* ***car je ne suis pas sûr que tous nos concitoyens soient favorables à ce type d'engagement****. (...) Sans attendre forcément un engagement en tant que tel, je pense qu'on aura des manifestations, des actions, des retours en sécurité intérieure sur le territoire national.* ***C'est à cette hypothèse que nous devons nous préparer***[1]. » Aussi limitées furent-elles, les mobilisations prolétariennes de 2022, 2023 et 2024 au Royaume Uni, en France, aux États-Unis, ou encore des mobilisations de ces dernières semaines au Canada et en Belgique[2], pour ne citer que celles-ci, donnent un certain crédit aux craintes du général français.

À l'aube de 2026, la seule question qui vaille, la question clé, est celle qui va ouvrir soit la voie à la guerre généralisée, soit la voie à la révolution prolétarienne. Car c'est bien là la seule alternative qui se présente à l'espèce humaine. Sa solution est dans les mains du prolétariat et de ses minorités communistes. Elle se résume à la capacité du prolétariat à sortir victorieux de la confrontation massive de classes que chaque bourgeoisie est obligée d'engager contre son propre prolétariat.

Vu l'omniprésence et le caractère totalitaire des appareils d'État aujourd'hui – encore plus de nos jours du fait du numérique et maintenant de l'Intelligence artificielle –, toute réaction prolétarienne aux conditions qui lui sont imposées pour la guerre ne pourra s'affirmer et se développer qu'au moyen de la *grève de masse*, de la lutte en masse. C'est-à-dire en brisant aussi vite que possible l'isolement de toute mobilisation par l'envoi de délégations massives dans les rues et les lieux de travail les plus proches – et donc en s'affrontant aux forces de police, voire les milices, qui tenteront de les réprimer. C'est-à-dire en disputant aux syndicats et autres forces de gauche, voire gauchistes, la direction effective de chaque lutte. C'est-à-dire en brisant les cadres légaux régissant les soit-disant droits de grève, ceux-là même qui « autorisent » la grève à condition qu'elle soit inefficace. C'est-à-dire, *in fine*, en assumant **le combat politique** contre tout l'appareil d'État capitaliste.

La lutte prolétarienne de masse est à la fois économique et politique. Voilà pourquoi le rôle des minorités politiques dont se dote le prolétariat au niveau historique, aujourd'hui les groupes communistes, demain le parti communiste mondial, est tout aussi indispensable. Savoir s'orienter dans les tempêtes qui viennent, maîtriser au mieux « *la grève de masse (...) comme la forme universelle de la lutte de classe prolétarienne* » comme le définissait Rosa Luxemburg est du rôle et de la responsabilité quasi exclusive des forces communistes. Reconnaître les différents moments et terrains des batailles successives et adapter les mots d'ordre correspondants à chacun de ces moments feront que ces forces pourront jouer le rôle de direction politique effective du prolétariat tout au cours de son combat. Ce n'est qu'à ces conditions que la masse des prolétaires fera sienne les mots d'ordre du parti et que ses fractions les plus combatives et conscientes le rejoindront pour le renforcer.

Dans *Que faire ?* Lénine définissait ce rapport parti-classe, minorités communistes-masses prolétariennes, comme « *la question fondamentale du rôle de la social-démocratie à l'égard du mouvement de masse spontané.* » Cent-vingt ans plus tard, elle est encore plus fondamentale car la *grève de masse* est la seule arme dont dispose le prolétariat face à la guerre impérialiste et pour y opposer son insurrection de classe et l'exercice de sa dictature.

La rédaction, 10 décembre 2025

[1]. Déclaration du général Bonneau du 29 octobre qui commande la force de police militaire française, la gendarmerie, qui quadrille, surveille et contrôle tout le territoire national français. À ce titre, elle a pour tâche non seulement de surveiller l'ensemble du territoire, mais aussi de réprimer si besoin. D'ailleurs elle fournit la moitié des forces anti-émeutes en charge de contrôler et réprimer les manifestations de rue. En cas de mobilisation générale, elle a pour tâche de la mettre en place et de faire la chasse aux déserteurs tout comme à toute manifestation brisant la « défense et l'unité nationale »

[2]. La liste est loin d'être exhaustive et nous laissons de côté les révoltes populaires du Népal, d'Indonésie, de Philipinnes, Maroc, etc.

Situation internationale

Lente mais réelle émergence de luttes prolétariennes internationales ?

Nous avons mentionné dans l'éditorial un certain nombre de mobilisations prolétariennes ces deux ou trois dernières années. Leur caractéristique principale ? De fait, elles se déroulent au moment même où toutes les bourgeoisies et leurs États cherchent à restructurer le plus vite possible leur appareil de production et leurs politiques en vue de la guerre qui vient. C'est-à-dire au moment même où la bourgeoisie ne peut qu'accroître toujours plus sa pression sur la classe ouvrière, la classe qui produit l'essentiel des richesses et qui, classe exploitée, fournit la plus-value nécessaire au capital pour maintenir sa survie.

Nous revenons dans l'article suivant sur les mobilisations ouvrières qui ont lieu dernièrement au Canada que nous faisons suivre du tract que les comités No War But Class War du Canada ont diffusé lors de la grève de la Poste. De fait, les tensions sociales s'exacerbent sur tous les continents. Parmi celles-ci, il convient de relever la « grève générale » de trois jours en Belgique les 24, 25 et 26 novembre appelées par les syndicats. Nous y revenons à la suite de l'article et du tract sur le Canada en reproduisant des extraits d'un article du Courant Communiste International (CCI) et en le commentant.

Mobilisations prolétariennes au Canada et intervention des révolutionnaires

Les grèves d'Air Canada d'août dernier et de la Poste canadienne d'octobre, toutes limitées furent-elles, ont exprimé non seulement un mécontentement certain du prolétariat dans le pays, mais aussi une certaine dynamique de lutte, dans laquelle il convenait que les groupes communistes interviennent. D'autant qu'elles se situèrent à la suite d'une période où de multiples grèves et luttes prolétariennes restées locales et isolées, avaient eu lieu et qui avaient permises aux comités *No War But Class War,* à la Tendance communiste internationaliste et à notre groupe, le GIGC, d'intervenir sur les piquets et dans des manifestations.

Bien que timide, cette dynamique a d'autant plus de signification qu'elle fut concomitante à l'annonce de coupures nettes dans les dépenses sociales de tout ordre par le gouvernement alors même qu'il augmente les dépenses pour la défense. Le gouvernement fédéral de Carney a décidé que ses dépenses militaires atteignent 2% du produit intérieur brut soit 81,8 milliards pour les cinq prochaines années. Quant au gouvernement provincial du Québec de Legault, il veut prioriser neuf projets de défense de 11 à 16 milliards avec une aide fédérale.

Les grèves d'Air Canada et de la Poste ne tombent donc pas du ciel. Elles sont le prolongement et l'expression d'une montée de la combativité ouvrière dans le pays. Déjà l'an passé (2024) le gouvernement fédéral avait mis fin à des grèves des cheminots, des postiers et des dockers en invoquant l'article 107 du Code du travail canadien. C'est exactement la même loi qu'elle a utilisée pour en terminer avec la grève d'Air Canada. Cette automne, le gouvernement provincial d'Alberta a adopté une loi pour imposer le retour au travail de 55 000 enseignants. Le gouvernement québécois de Legault a menacé d'accélérer l'adoption d'une loi (loi 14) restreignant drastiquement les grèves. Les chauffeurs d'autobus et les employés d'entretien de la Société de Transport de Montréal (STM) étaient directement visés par cette loi répressive.

On le constate : la bourgeoisie canadienne, anglophone et francophone du Québec, n'hésite pas à utiliser le même type de loi que celle qu'utilise la bourgeoisie « états-unienne » pour interdire les grèves. Mais la répression ne marche que si la bourgeoisie réussit aussi à utiliser les forces d'encadrement et de contrôle dont elle dispose, les syndicats et les partis de gauche, en milieu ouvrier.

« Quelque 10 000 agents de bord avaient cessé le travail pendant le week-end pour demander des augmentations de salaires et une compensation pour le travail au sol non rémunéré, y compris pendant l'embarquement. Malgré une décision de justice en leur défaveur, les hôtesses et les stewards avaient poursuivi leur grève lundi[3]*.* » En effet malgré les menaces, les agents de bord d'Air Canada ont continué leur grève illégalement après l'intervention du gouvernement fédéral pour faire cesser la grève. Le syndicat du personnel navigant, le SCFP a eu du mal à faire cesser la grève devenue *de facto* illégale, au point que l'accord au rabais qu'il avait signé fut refusé par 90% des membres. Pour autant, il réussit à étouffer le mouvement à Air Canada, d'autant plus facilement qu'aucune autre grève ou lutte « ouverte » pouvant élargir la dynamique en cours, ne se manifestait ces jours-là. D'autant que les syndicats des autres secteurs se sont bien gardés d'appeler à de quelconques mobilisations au même moment malgré le mécontentement croissant.

Ce n'est que le 25 septembre que le STTP (postiers) lançait une grève contre la volonté de l'État canadien de couper des milliers d'emploi dans le service postal. Malheureusement, elle est restée elle-aussi, presque complète-

[3]. *Le Monde*, 19 août 2025.

ment, isolée. À noter néanmoins, une tentative de postiers de Montréal de rejoindre des travailleurs de la ville de Montréal, dans le quartier de Chabanel. Lors de cette épisode particulier, qui peut sembler le point le plus haut de cette mobilisation, et dans lequel les syndicalistes de base jouèrent aussi un rôle actif, les syndicats ont bien vu les dangers de cette rencontre entre deux groupes de grévistes en fournissant flûtes, tambours, crécelles et même des bouchons d'oreilles afin de couvrir les bruits et les slogans visant à l'unité immédiate. Ensuite, et face à cette poussée ouvrière, le syndicat, sous prétexte « d'élargir la grève et de l'étendre », a appelé à arrêter la grève illimitée pour y substituer des grèves tournantes, localité par localité, dans tout le pays. Autrement dit, pour que chaque postier soit appelé à faire grève, il faudra attendre plus d'un an!

Ce n'est qu'après que la grève à la Poste fut totalement « dévitalisée » de son cours initial, que les syndicats de la Société des Transports de Montréal appelèrent les 4500 chauffeurs d'autobus et de métro à faire grève une seule journée, samedi le 1er novembre. La grève prévue la fin de semaine du 15-16 novembre fut suspendue parce que le syndicat craignait l'application de la loi 14 (voir plus haut). Quelques jours plus tard, un accord de principe fut signé par le syndicat avec la direction. À ce jour, les membres n'avaient pas encore voté sur cet accord. Les employés d'entretien commencèrent à leur tour des grevettes de quelques heures le lundi, mercredi et vendredi. Puis maintenant, le syndicat CSN suspend ces grevettes pour éviter comme les chauffeurs d'autobus que la loi 14 ne s'applique... alors qu'elle n'avait pas encore été votée au cirque parlementaire[4].

Dès lors, on peut affirmer que la dynamique de lutte, encore une fois aussi limitée fut-elle, qui avait mûri tout au long du printemps par toute une série de luttes locales et dispersées et qui s'était ouvertement affirmée avec la grève du personnel d'Air Canada, s'est éteinte. La preuve en fut l'organisation par les syndicats de la journée de manifestation du 29 novembre à Montréal, sur un terrain tout autre que celui des revendications ouvrières portées par le personnel d'Air Canada ou les postiers ; dans lesquelles l'ensemble des prolétaires, quel que soit leur secteur, privé ou public, pouvaient se reconnaître et les reprendre à leur compte. Cette « mobilisation » syndicale portait sur le *« virage à droite du gouvernement et* [contre les] *initiatives antisyndicales. »* En réalité c'est pour défendre les syndicats parce que la future loi forcera les syndicats à rendre public leurs états financiers, à permettre aux membres de diminuer leurs cotisations parce qu'ils ne sont pas d'accord avec les actions politiques syndicales et à restreindre drastiquement les grèves parce que les syndicats n'accomplissent pas assez rigoureusement leur action de sabotage. D'une certaine manière, cette manifestation du 29 novembre marque la fin de l'épisode de lutte initié dès le printemps.

L'intervention des révolutionnaires dans de tels mouvements

Dès le printemps, dans quelques luttes locales, le GIGC est intervenu en diffusant notre journal et notre tract d'avril 2025 *Rejeter tous les sacrifices que le capitalisme veut imposer pour préparer sa guerre mondiale généralisée*[5]. Parfois, ce furent les comités *NWBCW* qui intervinrent sur quelques piquets de grève. Le GIGC en tant que tel reprit le tract d'avril pour intervenir vis-à-vis des grévistes des postes et des employés de la Société des Transports de Montréal, en particulier dans la manifestation de Chabanel au cours de laquelle les postiers rejoignirent les seconds pour manifester ensemble. Ensuite, nous avons diffusé un tract, en particulier aux postiers.

Ces deux interventions ont été faites sans le comité NWBCW parce que le comité n'avait pas encore produit de tract. Ce retard fut provoqué par des divergences au sein des comités quant aux orientations à mettre en avant. Finalement un tract de NWBCW Toronto-Montréal, *Une seule classe, une seule lutte*[6] du 8 octobre, fut produit l'avant dernier jour de la grève des postiers. Depuis la constitution de comités, la divergence essentielle entre les délégués de Klasbatalo et nous dans les comités portait essentiellement sur les orientations concrètes à mettre en avant : était-il du rôle des comités et, plus largement, des révolutionnaires, de mettre en avant des orientations et des appels concrets à briser tout isolement, à étendre et généraliser les luttes?

Après discussions et hésitations à l'occasion de la grève de la poste, l'accord se fit sur les orientations suivantes: *« Planifiez et organisez-vous. Envoyez des délégations à d'autres piquets de grève et entrez en contact avec d'autres travailleurs en lutte ou prêts à se battre. Donnez l'exemple à tous les travailleurs, car votre grève repose sur la lutte de toute la classe ouvrière ! Refusez tout sacrifice au nom de l'économie nationale ou du bon fonctionnement des entreprises. Contre tout nationalisme et tout soutien à un groupe de capitalistes ou à un autre dans leurs conflits impérialistes ! Pas de guerre, sauf la guerre des classes ! »*

La conséquence des hésitations des comités fut quecette intervention s'est produite... lors de la dernière journée de grève. C'est-à-dire trop tard. C'est-à-dire au moment où la dynamique d'extension, aussi timide et isolée fut-elle

[4]. Elle le fut le 30 novembre.
[5]. https://igcl.org/Rejeter-tous-les-sacrifices-que-le
[6]. https://igcl.org/Une-seule-classe-une-seule-lutte

à Chabanel, s'était déjà éteinte et que les mots d'ordre de délégations et de contacts avec d'autres lieux de travail ne pouvaient plus être repris, pas même par une minorité de grévistes qui auraient pu encore manifester une volonté de combat. De fait, cette intervention et ce tract en retard sur la situation perdit tout caractère « agitatoire » et de « direction politique ». Au mieux, ne resta qu'une dimension de propagande générale.

Après que le syndicat des postiers (STTP) ait stoppé la grève au plan national et appelé à des grèves tournantes, le GIGC a publié un communiqué le 22 octobre, *Le syndicat sabote la lutte des travailleurs de la Poste canadienne* (https://igcl.org/Communique-le-syndicat-sabote-la), mettant de l'avant que les travailleurs doivent contrôler leur lutte face aux syndicats : *« Face à l'interdiction de toute grève visant à s'étendre par la loi du retour au travail – comme ce fut le cas à Air Canada, ou bien face à la division imposée par les syndicats, les travailleurs ne pourront faire l'économie de s'opposer aux directives syndicales, de leur disputer la direction des luttes .* » Nous avons aussi diffusé le tract des comités de lutte *NWBCW du* 8 octobre accompagné du communiqué du GIGC du 22 dans quelques centres et bureaux de la Poste et aux contacts Facebook. Un facteur en a fait 150 copies pour son centre. 47 postiers encore subjugués par leur syndicat l'ont appelé pour élargir la grève. Le syndicat STTP a refusé. Le facteur en a conclu qu'il va falloir qu'ils organisent la lutte eux-mêmes.

Cet épisode de luttes ouvrières au Canada vient donc s'inscrire dans une montée, lente mais certaine, de la combativité ouvrière au niveau international, et en particulier nord-américain. Celle-ci ne peut que s'accentuer face au tombereau d'attaques en tout genre qui tombent et vont redoubler sur les conditions de travail et de vie des prolétaires alors même que les budgets militaires et le développement des industries d'armement explosent.

C'est bien à cette perspective de mobilisations plus ou moins développées que les groupes communistes doivent se préparer. Et plus précisément, ils doivent se préparer à en saisir les dynamiques respectives pour pouvoir y intervenir à l'avant-garde, non à la queue, de chacun des mouvements à venir. Aussi limitée fut-elle, la mobilisation « canadienne » nous fournit une expérience dont les leçons sont à débattre et clarifier au sein du camp prolétarien.

Normand, décembre 2025

Nouvelle brochure !

La tactique du Comintern de 1926 à 1940 rédigé par O. Vercesi (Prometeo 1946-1947)

Introduction du GIGC (8 euros)

Brochures (commande à intleftcom@gmail)

La tactique du Comintern (O. Vercesi)
Plateforme du GIGC (2021)
Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)
La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)
Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)
La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)
Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)
Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).

Une seule classe, une seule lutte (comités No War but Class War – Canada)

Introduction du 8 octobre à la publication du tract pour le lecteur international

Depuis quelques semaines, une dynamique de luttes ouvrières touchent plusieurs secteurs, particulièrement du public, au Canada. Celle du personnel de bord d'Air Canada du moins d'août 2025 est certainement la plus connue pour le lecteur international. Ces jours-ci, elle semble s'accentuer avec les grèves concomitantes à la Poste et dans d'autres services publics, ceux de l'éducation ou encore de la ville de Montréal. Au moyen de la diffusion du tract qui suit, les deux comités de lutte No War But the Class War de Montréal et Toronto se sont coordonnés pour intervenir et cristalliser la dynamique ouvrière autour de l'unification de ces différentes luttes afin qu'elles ne restent pas séparées et isolées. L'orientation d'extension et d'unification avancée s'appuie sur quelques tentatives, certes encore timides et localisées, mais néanmoins réelles, allant dans ce sens – le tract en mentionne une en particulier.

Ce faisant, les comités NWBCW de Montréal et Toronto jouent à plein leur rôle en tant que comité de lutte regroupant des minorités de travailleurs désirant se regrouper pour participer et intervenir dans les luttes dans la situation présente.

Une seule classe, une seule lutte

50 à 55 000 employés de Postes Canada, représentés par le syndicat STTP, sont actuellement en grève. Le STTP réclame une augmentation salariale de 22 % sur quatre ans, de meilleurs avantages sociaux, la sécurité d'emploi, de meilleures conditions de travail, une plus grande flexibilité des horaires et la protection des régimes de retraite. Poste Canada a proposé une augmentation salariale de 11,5 % sur quatre ans, ce qui équivaut à une baisse salariale si l'on tient compte de l'inflation. Le gouvernement canadien renforce son contrôle et donne des instructions à Poste Canada pour mettre en œuvre les recommandations de la Commission d'enquête industrielle (CEI), qui comprennent la fermeture de bureaux de poste dans les zones rurales, ouvrant la voie à des licenciements massifs de travailleurs de la Poste. Il est probable que le gouvernement ait recourt à une loi ordonnant le retour au travail et impose un accord qui dégrade encore davantage les conditions de vie et de travail des travailleurs. En 2018, le gouvernement avait utilisé la loi pour forcer les postiers à reprendre le travail. Récemment, 10 000 membres du personnel navigant d'Air Canada ont refusé de se conformer à la législation de retour au travail. Si la grève du personnel navigant d'Air Canada s'est terminée par un accord provisoire obtenu grâce à la médiation officielle, d'autres grèves sont encore à venir du fait que les travailleurs aient rejeté la partie de l'accord relative à la proposition salariale. Tout comme les services postaux du monde entier, les compagnies aériennes nationales fonctionnent avec des marges très faibles, voire à perte. Cela sert à justifier les coupes budgétaires et l'austérité. Les deux secteurs font partie des infrastructures indispensables aux échanges quotidiens et aux activités commerciales de la société moderne. Leur rôle stratégique dans l'économie explique pourquoi ces secteurs sont souvent soutenus directement par le budget fédéral (Poste Canada est une société d'État) ou par des renflouements ou des subventions indirectes, dans le cas d'Air Canada.

Quel est le plan du syndicat et que doivent faire les travailleurs pour gagner ? Au Canada, les grèves restent généralement isolées, les négociations pouvant parfois durer des semaines, tandis que les travailleurs sont épuisés par des semaines de piquetage quotidien devant leur lieu de travail. C'est le scénario qui se dessine pour le personnel de soutien à temps plein des 24 collèges publics de l'Ontario, en grève depuis le 11 septembre. Ou bien les grévistes seront rapidement contraints par la loi de reprendre le travail, comme cela a été le cas lors des grèves postales passées ou de la récente grève d'Air Canada. En règle générale, les négociations sont opaques. On dit aux travailleurs de « soutenir leur équipe de négociation » et de faire confiance au syndicat pour défendre au mieux leurs intérêts. Si cette stratégie était gagnante pour les travailleurs, nous n'aurions pas assisté à un déclin constant de notre pouvoir d'achat au cours des dernières décennies, malgré les nombreuses grèves qui ont eu lieu pendant cette période. Ces grèves aboutissent toutefois toujours au même résultat : l'isolement, l'épuisement, puis la pression exercée par le syndicat sur les travailleurs pour qu'ils acceptent le « meilleur accord possible » que l'équipe de négociation ait pu obtenir. Il n'y a rien de plus à obtenir, diront-ils. On ne peut pas tirer du sang d'une pierre. Ce discours doit être rejeté. En réalité, le gouvernement fédéral réduit le financement de toutes les agences d'État, à l'exception du ministère de la Défense nationale. Il a alloué 150 milliards jusqu'en 2030 au réarmement et à l'armée. Ce n'est pas que les ressources ne soient pas disponibles pour permettre aux travailleurs de maintenir ou d'améliorer leur niveau de vie, c'est que la priorité de l'État dans cette situation est de se préparer à la guerre. Cela ne peut que conduire à une nouvelle dégradation de nos conditions de vie et de travail.

Des postiers de différentes régions du Québec se sont récemment rassemblés au bureau de poste Chabanel à Montréal et se sont joints aux travailleurs municipaux en grève (personnel de soutien de la STM) pour une manifesta-

tion de rue devant un garage de la STM. En fin de compte, cette action était menée par les syndicats et n'a pas donné grand-chose, mais l'activité autonome des travailleurs pour étendre la grève est essentielle pour que ces luttes aboutissent. Cela pourrait servir d'exemple pour unifier la classe ouvrière sur la base de la nécessité d'une lutte générale. Comme l'isolement et l'épuisement mènent à la défaite, les travailleurs doivent prendre l'initiative de trouver des moyens de généraliser et d'unifier leurs grèves, même si cela signifie aller à l'encontre de « leurs » équipes de négociation. Pour y parvenir, notre classe devra former de nouveaux organes de lutte, qu'il s'agisse de comités de grève ou d'assemblées générales, afin d'organiser la lutte et de servir de point de référence pour le reste de la classe. Bien que cela puisse sembler lointain, il est difficile de nier cette nécessité. Peut-on nier que si les 50 000 travailleurs de Postes Canada s'unissaient aux 10 000 employés à temps plein des 24 collèges publics de l'Ontario et se joignaient aux 10 000 membres du personnel de cabine d'Air Canada dans une lutte commune pour des revendications communes, notre classe serait dans une meilleure position pour se battre ? Comme la classe ouvrière dans son ensemble est attaquée, pour gagner, les travailleurs doivent lutter en tant que classe, et non simplement en tant qu'employés de telle ou telle entreprise, et rejeter les sacrifices imposés par le militarisme.

Un petit ruisseau, avec du temps et des efforts, peut créer une cascade impressionnante. Parlez à vos collègues ! Planifiez et organisez-vous. Envoyez des délégations à d'autres piquets de grève et entrez en contact avec d'autres travailleurs en lutte ou prêts à se battre. Donnez l'exemple à tous les travailleurs, car votre grève repose sur la lutte de toute la classe ouvrière ! Refusez tout sacrifice au nom de l'économie nationale ou du bon fonctionnement des entreprises. Contre tout nationalisme et tout soutien à un groupe de capitalistes ou à un autre dans leurs conflits impérialistes ! Pas de guerre, sauf la guerre des classes !

No War But Class War Toronto, NWBCW Montréal
8 octobre 2025/ nwbcw.to@tutanota.com / NWBCW Montréal et Toronto

Trois jours de grève générale en Belgique (Novembre 2025)

Du lundi 24 au mercredi 26 novembre, la Belgique fut frappée par des grèves qui touchèrent pratiquement tous les secteurs, privés et publics, jusqu'à une grève « générale » le mercredi. La participation massive, appelée et contrôlée par les syndicats, ne surgit pas de nulle part. D'une part, elle n'est que la résultante d'un mécontentement croissant au sein du prolétariat face aux attaques menées par le gouvernement. Ce mécontentement s'était déjà exprimé par des grèves et des journées d'action depuis une bonne année au moins. Par ailleurs, ce mouvement s'est certainement aussi « nourri » d'une dynamique internationale, certes encore balbutiante, de luttes prolétariennes.

En général, il nous semble inutile de refaire le travail que d'autres groupes communistes ont déjà pu accomplir, même si nous ne partageons pas toutes leurs positions. Le lecteur habitué à nous lire connaît nos critiques contre la plupart des positions et orientations avancées par le Courant Communiste International et notre combat contre sa dérive opportuniste au nom de sa théorie idéaliste de la Décomposition. Néanmoins, l'extrait de son article *Vers une poursuite de la résistance ouvrière malgré les manœuvres des syndicats*[7] nous semble rapporter assez clairement la dynamique ouvrière qui eût cours en Belgique cette dernière année jusqu'à ces journées de grèves qui paralysèrent le pays.

« Depuis un an, mettant à profit des résultats électoraux inopinément favorables, la bourgeoisie belge a mis en place un nouveau gouvernement de centre-droit sous la direction de Bart De Wever qui prévoit d'emblée dans son programme gouvernemental près de 26 milliards d'euros de réduction budgétaire afin de réduire la dette de l'État (105% du PNB) et qui annonce un nouveau train de mesures pour près de 10 milliards afin de limiter le déficit budgétaire, tout en doublant dans le même temps le budget de la défense nationale.

Depuis un an donc, les travailleurs sont confrontés à de fortes attaques contre les dépenses sociales de l'État, en particulier concernant le droit au chômage (limité dorénavant à un maximum de deux ans, ce qui entraînera l'exclusion de 100.000 chômeurs à partir de 2026), les retraites (pénalisation de toute retraite anticipée et atteintes aux régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants), les allocations de santé (un demi-million de malades de longue durée risquent de perdre leurs allocations en raison d'efforts «insuffisants ou non coopératifs» pour reprendre le travail). De plus, au niveau des salaires, les primes pour les heures supplémentaires ou le travail de nuit sont drastiquement réduites et le gouvernement prévoit de «suspendre temporairement et partiellement» l'indexation automatique des salaires et des prestations à l'inflation en 2026.

Dès l'annonce des plans gouvernementaux fin 2024, les syndicats se sont empressés d'occuper le terrain social en annonçant diverses actions afin d'encadrer toute réaction ouvrière. Cependant, la réaction des travailleurs est vive, dépasse les prévisions des syndicats et les oblige à amplifier les actions et surtout à multiplier les manifestations nationales à Bruxelles.

[7]. https://fr.internationalism.org/content/11696/vers-poursuite-resistance-ouvriere-malgre-manoeuvres-des-syndicats

Examinons de plus près la dynamique. Dès les premières fuites concernant ces plans, les syndicats ont décidé d'organiser une première journée d'action le 13 décembre 2024, dans le but de centrer le mécontentement sur les directives de l'Union européenne. Cette première journée a réuni quelque 10.000 manifestants, surtout des délégués syndicaux, mais la manœuvre ne réduit pas le mécontentement. Au contraire, celui-ci a continué de croître, comme en témoigne la deuxième journée d'action du 13 janvier, que les syndicats voulaient restreindre à 'la défense des retraites dans l'«enseignement'. En réalité, la participation a atteint 30.000 manifestants issus de secteurs de plus en plus nombreux et de toutes les régions du pays. Le 27 janvier, une manifestation sectorielle régionale 'historique' du personnel l'enseignement francophone a rassemblé 35.000 participants contre les coupes sombres imposées par le gouvernement régional, avec la présence à nouveau de nombreux travailleurs d'autres secteurs et régions. La communication du programme d'austérité du gouvernement 'Arizona' n'a fait qu'aviver la contestation et la troisième manifestation nationale du 13 février, visant selon les syndicats la 'défense des services publics', a réuni près de 100.000 manifestants de tous les secteurs, qui ont exprimé leur volonté de dépasser le saucissonnage sectoriel et régional du mouvement imposé par les syndicats et qui ont appelé à mener un combat global contre les attaques du gouvernement. Malgré les tentatives de démobilisation des syndicats durant le printemps au moyen de grèves générales d'un jour passives où tout le monde reste chez soi ou de grèves sectorielles à répétition et très impopulaires dans les chemins de fer avec même une division entre syndicats, la dernière manif nationale du 25 juin, à la veille des vacances, réunissait encore près de 50.000 manifestants exprimant une combativité toujours intacte.

Au-delà des chiffres, il faut mettre en évidence les caractéristiques de cette dynamique de combativité montante :

- *elle s'est enclenchée non pas contre des mesures concrètes et spécifiques, mais contre les plans annoncés et globaux. Plus que jamais le slogan 'ça suffit' était au centre de la volonté de mobilisation ;*
- *elle était marquée par un refus de la passivité, de la tendance à rester 'isolé dans son coin', mais au contraire par une volonté de se mobiliser 'dans la rue' ;*
- *elle était enfin caractérisée par un refus du saucis-*

Même si la dynamique de combativité de ces six premiers

Nous laisserons ici « *la dynamique internationale de la 'rupture'* » que le CCI comprend à partir de son cadre de la décomposition. Pour le reste, l'exposition des faits met en relief la dynamique particulière de la mobilisation ouvrière en Belgique depuis une bonne année. En l'absence de tract spécifique pour ces journées de novembre, on peut penser que le tract du 14 octobre *Contre les attaques du gouvernement, continuons la lutte*[8] fut jugé par le CCI comme encore d'actualité. Il est vrai qu'il dénonce clairement et justement les tactiques syndicales de division et, en particulier des journées d'action à répétition « *qui nous mènent toujours à la défaite.* » De même, il rejette tout aussi clairement le mot d'ordre des syndicats, de la gauche et des gauchistes, « *faire payer les riches* » qui ne peut qu'enfermer les prolétaires dans une impasse.

Quelles sont les orientations qu'il propose aux prolétaires ? Elles se basent sur l'expérience historique, mai 1968 en France et août 1980 en Pologne[9] « *qui ont fait reculer la bourgeoisie. Ces mouvements de luttes ont toutes en commun l'organisation et la prise en main d'assemblée générales (AG) massives, ouvertes aux travailleurs, aux chômeurs et aux retraités et de l'extension active de la lutte à d'autres secteurs, à toutes les générations. Ils mettaient en avant des mots d'ordre unificateurs, qui englobe tous les travailleurs, jeunes ou vieux, au chômage ou actifs. L'extension de la lutte et les AG réellement souveraines ont obligé les gouvernements à céder. Aujourd'hui, comme hier, pour gagner, il faut nous regrouper, discuter partout sur les lieux de travail et proposer des assemblées générales en essayant de convaincre que ce qui fait notre force, c'est notre unité, notre solidarité de classe. Seules des AG prolétariennes peuvent constituer la base d'une lutte unie et qui s'étend. Une lutte indispensable pour en finir avec se système qui ne nous promet que plus de sacrifices et de guerres.* »

Globalement, nous sommes d'accord avec les orientations qui sont avancées ici, même si elles restent très générales et ne semblent pas donner de réponse, ou d'alternative, ni des mots d'ordre immédiats immédiate – ce qui n'est pas toujours possible – pour la mobilisation des 26, 25 et 26 novembre. Toujours est-il que le tract se distingue des orientations classiques auxquelles le CCI nous avaient habituées depuis la mainmise définitive du « tout Décomposition » sur ses analyses et son intervention depuis le début des années 2000. Celles-ci se réduisaient à « *la reconquête de l'identité de classe par le prolétariat* [présentée comme] ***la clé*** *pour la réactivation de la mémoire collective et historique du prolétariat et pour le développement de sa solidarité de classe*[10]. » Plus largement, sa théorie de la Décomposition substitue la lutte entre les classes, bourgeoisie-prolétariat, capital-travail, par la lutte entre la Décomposition et le prolétariat, voyant deux pôles opposés, celui de la Décomposition et celui de la lutte des classes[11] ! « *Les effets de la décomposition* [ne] *constituent* [-

[8]. https://fr.internationalism.org/content/11682/contre-attaques-du-gouvernement-poursuivons-lutte

[9]. Nous laisserons ici sa référence, ridicule et dont il a fait un fétiche, à la lutte étudiante « contre le CPE » en 2007 en France qu'il met au même niveau avec les deux plus grosses expériences de grève de masse des 70 dernières années !

[10]. Rapport sur la lutte des classes pour le 15e congrès du CCI, 2003, nous soulignons, https://fr.internationalism.org/rinte117/ldc.htm. Cette formule est reprise mot pour mot en 2020 par le CCI : https://fr.internationalism.org/content/10086/mouvement-contre-reforme-des-retraites-partie-2-tirer-lecons-preparer-luttes-futures.

[11]. La résolution sur la situation internationale adoptée par le 26e

t-ils pas] *un obstacle majeur à la lutte de classe* » comme le titre encore dernière un de ses articles[12] ?

Visiblement, le tract et ses orientations de lutte ignore complètement l'opposition entre ces deux soit-disant pôles opposant la Décomposition et la lutte des classes. Il fonde ses orientations générales sur l'antagonisme fondamental de la société capitaliste, celui entre les classes. Pour le tract, il n'y a pas de *troisième voie* ou de substitut à la lutte des classes. Nous avons donc tendance à saluer la prise de position et les orientations de lutte avancées et à encourager le CCI à poursuivre dans cette voie... qui tend à contredire le dogme de la Décomposition.

Néanmoins, les orientations avancées témoignent encore d'une démarche sous-jacente d'ordre conseilliste qu'il nous faut relever et qui ne touche pas, malheureusement, que cette organisation au sein du camp prolétarien. Le tract prétend que *« seules les AG prolétariennes peuvent constituer la base d'une lutte unie et qui s'étend »*. Les assemblées générales sont présentées ici comme la garantie, du moins la condition, *« seules les AG... »*, pour étendre et unifier les luttes ouvrières. Or rien n'est aussi sûr car les assemblées générales ouvrières sont précisément le lieu de l'affrontement politique entre les intérêts de chaque lutte, en général l'extension et la généralisation, contre les tentatives d'opposition à celles-ci et de division par lieux de travail, métiers, corporations, secteurs, etc. Autrement dit le lieu privilégié de l'affrontement entre forces de la bourgeoisie en milieu ouvrier et les forces prolétariennes. Il se peut donc que certaines assemblées se mettent au service de l'extension et de l'unité de la lutte ; et que d'autres s'y opposent, ou du moins n'en assument pas et n'en prennent pas la direction déterminée, contre la mainmise des syndicats et du syndicalisme, y compris radical.

Dans *Leçons d'octobre*[13] Trotski affirme que *« Les soviets des députés ouvriers ont surgi chez nous en 1905 et en 1917 du mouvement même, comme sa forme d'organisation naturelle à un certain niveau de lutte. Mais les jeunes partis européens qui ont plus ou moins accepté les soviets comme "doctrine", comme "principe", sont toujours exposés au danger de concevoir les soviets de manière fétichiste, comme des facteurs de la révolution qui se suffisent à eux-mêmes. En effet, malgré l'immense avantage que présentent les soviets comme organisation de lutte pour le pouvoir, il peut parfaitement se produire des cas où l'insurrection se développe sur la base d'autres formes d'organisation (comités d'usines, syndicats) et où les soviets ne surgissent comme organe du pouvoir qu'au cours de l'insurrection ou même après sa victoire. (...)*

Cette question, comme l'a montré la récente expérience de l'Allemagne, a une immense importance internationale. C'est dans ce pays précisément que les soviets furent plusieurs fois construits comme organes de l'insurrection, mais en l'absence d'insurrection[14], comme organes du pouvoir sans pouvoir. (...) Il faut avoir en vue toutes ces éventualités pour ne pas tomber dans le fétichisme d'organisation et ne pas transformer les soviets, de ce qu'ils doivent être – une forme souple, vivante – en un "principe" d'organisation que l'on introduit de l'extérieur dans le mouvement et qui l'empêche de se développer comme il faut. »

Cette leçon tirée par Trotski, encore au meilleur de sa forme en 1924, est certainement encore plus d'actualité aujourd'hui et pour la période qui s'ouvre. Elle vaut tant pour les soviets ou conseils ouvriers, que pour toute forme d'organisation unitaire de lutte pour le prolétariat, telles les assemblées générales ou tout autre « fétichisation » de *l'auto-organisation*. Toute forme d'organisation unitaire de la classe, d'organisation dont elle se dote dans ses luttes, assemblées, comités de grève, conseils, etc., n'est qu'un des moments du développement des luttes dans la mesure où elles se mettent à leur service. L'expérience historique nous enseigne qu'il est des situations où les conseils ouvriers, vidés de leur fonction *d'organes de l'insurrection* comme en Allemagne en 1918-1919 et 1923, ou encore les assemblées générales, vidées de leur fonction *d'organes de l'extension et de la généralisation*, se retournent contre les intérêts de la lutte. Lorsque soviets et assemblées il y a, le combat n'est pas de les figer comme *la garantie* de l'extension et de la généralisation, mais d'imposer en leur sein les orientations concrètes allant dans le sens de cette extension et généralisation.

RL, décembre 2025

---

congrès du CCI (2025) dont nous attendons encore un bilan public : *« Le pôle menant au chaos et à l'effondrement est donc de plus en plus visible. Mais il existe un autre pôle, celui de la lutte des classes (...) Malgré la profondeur de la nouvelle phase de la lutte des classes, il est essentiel de ne pas concevoir son développement comme parallèle et indépendant du pôle du chaos et de la destruction. Le danger réel que la classe ouvrière soit de plus en plus désorientée par les effets de l'atomisation sociale, de l'irrationalité croissante et du nihilisme en est la preuve la plus évidente. »* ((https://fr.internationalism.org/content/11601/resolution-situation-internationale-mai-2025)

[La section italienne a préféré – ce n'est pas la première fois – ne pas utilier « pôle » mais « voie » dans sa traduction de la résolution, ce qui modifie la formulation trop ouvertement opportuniste liée à la théorie de la décomposition : *« La **voie** qui mène au chaos et à l'effondrement est donc de plus en plus claire. Mais il en existe une autre, celle de la lutte des classes... »* [*« La strada che porta al caos e al collasso è quindi sempre più chiara. Ma ce n'è un'altra, quella della lotta di classe, come testimonia la "rottura" dal 2022, che non è un fuoco di paglia, ma ha una profondità storica »*]

[12]. https://fr.internationalism.org/content/11697/effets-decomposition-constituent-obstacle-majeur-a-lutte-classe

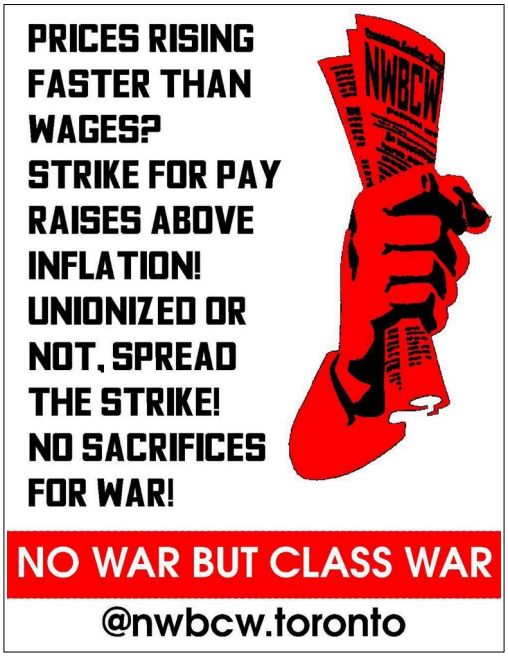
[13]. Nous reprenons la citation de l'édition Les bons caractères, 2014, et non celle de marxist.org : https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1924/09/19240915h.htm.

[14]. *« mais en l'absence d'insurrection »* a été omis sur marxists.org.

Sur le besoin de comités de lutte aujourd'hui

Dans la phase historique du capitalisme dans laquelle nous vivons, caractérisée par l'omniprésence totalitaire de l'État et un contrôle social très développé, les organisations de masse permanentes des travailleurs ne peuvent plus se maintenir en tant qu'organisations représentant les intérêts matériels des travailleurs. Les syndicats ont été définitivement intégrés à l'État capitaliste en tant qu'organes politiques bourgeois à part entière qui sabotent et font systématiquement échouer les grèves des travailleurs. Avec leur intégration dans l'État, les syndicats sont devenus les principaux garants de la paix sociale[15]. Pourtant, du point de vue des travailleurs, la lutte est une nécessité. Au-delà du coût de la crise du capital, les travailleurs sont contraints par la classe dirigeante d'accepter les sacrifices nécessaires à la résolution « définitive » de la crise capitaliste dans le cadre du capitalisme : la guerre impérialiste généralisée.

Les travailleurs souffrent aujourd'hui non seulement des effets de la crise capitaliste, mais aussi des effets néfastes des préparatifs de guerre. On le voit au Canada, où le gouvernement fédéral a réduit les budgets de la plupart des ministères tout en augmentant le financement de l'armée, de la sécurité aux frontières et des forces de l'ordre[16]. Dans divers pays de l'OTAN, les représentants des gouvernements n'hésitent pas à annoncer qu'ils tenteront de forcer les travailleurs à accepter une détérioration de leurs conditions de vie au nom de la préparation à la guerre avec la Russie, et on parle de plus en plus de conscription[17]. Les commentaires de Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, sont particulièrement révélateurs. *« Je sais que dépenser plus pour la défense signifie dépenser moins pour d'autres priorités. Mais ce n'est qu'un peu moins. »* Un peu, en effet. Les travailleurs, en particulier les travailleurs combatifs, ne croient pas à ces assurances selon lesquelles les sacrifices ne seront que « minimes ». La crise du capitalisme mondial et la militarisation qui l'accompagne touchent également la Chine et la Russie, les principaux membres de l'autre pôle impérialiste. Les ressources détournées vers la production industrielle militaire sont des ressources qui ne sont pas consacrées à atténuer les aspects les plus brutaux de la vie quotidienne sous le capitalisme pour la majorité des travailleurs. Ce n'est pas parce que nous sommes naturellement enclins à nous battre, mais parce que la classe capitaliste a lancé une guerre de classe impitoyable contre nous que nous devons préparer les outils de la lutte et riposter.



Tout cela montre bien que les travailleurs doivent lutter pour leur existence dans toutes les grandes puissances du capitalisme mondial, quelles qu'en soient leurs consciences individuelles. Cependant, comme nous l'avons souligné, les syndicats s'efforcent de contenir, de désorganiser et de saboter nos luttes. La solution ne peut pas consister à attendre l'éclatement subi et "spontané" de luttes massives, même si elles ne manqueront pas et laisser les prolétaires démunis et impréparés face aux manoeuvres syndicales une fois que les luttes se développent. Les travailleurs les plus combatifs et conscients doivent s'organiser pour se préparer et pour convaincre leurs camarades de travail et les fractions de prolétaires autour d'eux de la nécessité de résister aux attaques et de s'opposer aux orientations suivies par les syndicats.

Tout comme la conscience de la nécessité d'une révolution sociale – la conscience communiste – est répartie de manière hétérogène au sein de la classe ouvrière, il en va de même pour la volonté des travailleurs de s'engager dans la lutte contre les effets néfastes des préparatifs de guerre. Que doivent donc faire les travailleurs les plus combatifs ? Rester les bras croisés jusqu'à ce qu'une grève commence, cédant toute initiative aux syndicats ? Non ! Ils peuvent se regrouper en comités de lutte et s'organiser à travers un processus d'auto-sé-

[15]. En effet, cela est ouvertement reconnu par les dirigeants syndicaux. L'ancien président du Syndicat canadien des travailleurs de l'automobile, Buzz Hargrove, a déclaré : *« Les syndicats empêchent probablement plus de grèves qu'ils n'en provoquent. Trois travailleurs sur quatre déclarent ne pas faire confiance à leur employeur. Les bons syndicats s'efforcent d'apaiser cette colère... Les syndicats détournent les formes de résistance des travailleurs qui sont préjudiciables et coûteuses (faible productivité, absentéisme). Si nos détracteurs comprenaient ce qui se passe réellement dans les coulisses du monde du travail, ils seraient reconnaissants aux dirigeants syndicaux d'être aussi efficaces pour éviter les grèves. »* (Buzz Hargrove, Labour of Love: The Fight to Create a More Humane Canada)

[16]. https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/intro-en.html

[17]. https://www.economist.com/europe/2025/06/04/germany-is-building-a-big-scary-army

lection basé sur quelques critères fondamentaux. Il ne s'agit pas de créer de nouveaux syndicats qui seraient plus "radicaux". Les comités de lutte apparaissent et disparaissent selon la dynamique des luttes ouvrières et leurs nécessités immédiates. Il ne s'agit pas non plus de les considérer comme des embryons d'assemblée générale dont la fonction consiste à rassembler dans la lutte tous les ouvriers d'un lieu de travail ; encore moins comme des comités de grève nommés par ces assemblées. Ils rassemblent une minorité de travailleurs, les plus combatifs et décidés pour se mobiliser afin de préparer les luttes à venir. En particulier, ils ont pour fonction:

- d'avancer à l'avance des alternatives concrètes aux politiques de division et sabotage préparées par les syndicats;

- de s'organiser pour intervenir activement parmi les ouvriers par tract, prise de parole dans les grèves, sur les piquets de grève, dans les assemblées, dans les manifestations;

- d'intervenir et de chercher à établir des contacts et des liens avec des travailleurs combatifs d'autres lieux de travail ou de quartiers;

- d'être des espaces où les ouvriers de plusieurs secteurs, ou bien encore les travailleurs au chômage, peuvent se regrouper en vue de la lutte.

De tels comités de lutte furent nombreux à la fin des années 1960 et dans les décennies qui suivirent. En de nombreuses occasions, en Italie (*Coordinamenti* des années 1970), en France, Espagne, parmi les dockers de Rotterdam, etc.[18], ils jouèrent un rôle de premier plan dans le développement de luttes ouvrières significatives et, souvent, dans le débordement des syndicats et leur contrôle sur la lutte.

Aujourd'hui, face aux attaques qui tombent et, d'autre part, face à la difficulté à se mettre en grève spontanément et massivement, la constitution de comités de lutte – quel que soit le nom qu'on leur donne – peut et doit constituer une réponse, parmi d'autres, pour que le prolétariat comme un tout se prépare aux confrontations qui viennent du fait de la marche à la guerre généralisée. Premièrement, ces comités doivent appeler à rejeter les sacrifices pour la guerre ; deuxièmement, à étendre, généraliser et unifier les grèves et luttes sur une base territoriale ; et troisièmement, rejeter toute collaboration de classe, quel que soit le prétexte invoqué, qu'il s'agisse de la défense contre la Russie/l'OTAN, de la libération nationale, de la défense de la démocratie et de la patrie, ou de tout autre prétexte fallacieux que la bourgeoisie peut imaginer pour convaincre les travailleurs d'agir contre les intérêts de leur propre classe. Ces comités de lutte composés de travailleurs combatifs se regroupant par un processus d'auto-sélection dans une zone donnée peuvent alors chercher à proposer une alternative aux politiques avancées par les syndicats. Ils peuvent essayer de convaincre leurs camarades plus prudents ou hésitants de la nécessité de lutter en s'inspirant des trois orientations susmentionnées : pas de sacrifices pour la guerre, rejet du nationalisme, unification et généralisation des grèves pour des revendications communes.

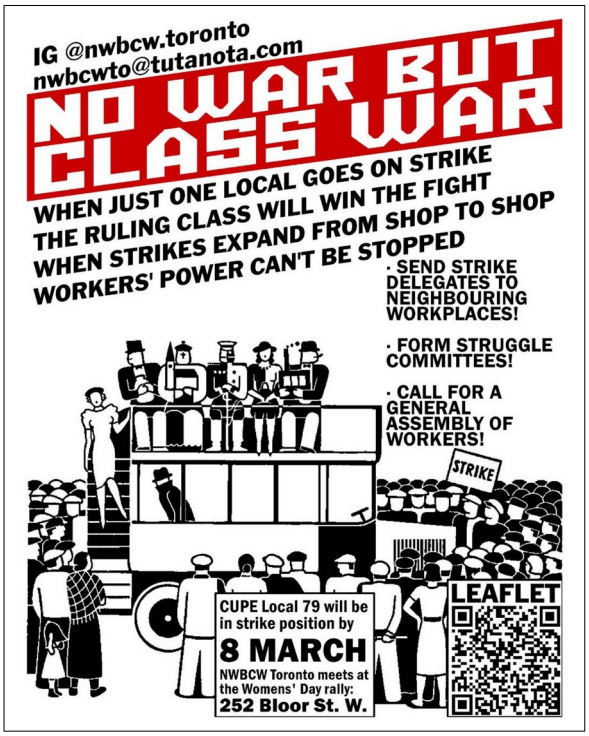
Les comités de lutte ne doivent pas nécessairement se limiter aux individus d'un seul lieu de travail. Étant donné que la seule perspective réelle d'un mouvement de grève susceptible de ralentir ou d'arrêter la course à la guerre est un mouvement de grève sauvage illégal qui s'étend progressivement sur le plan géographique, il est judicieux que les comités de lutte incluent des travailleurs de différents lieux de travail dans une ville ou une agglomération donnée. Les travailleurs membres de ces comités ne doivent pas non plus limiter leur intervention à leur propre lieu de travail. Si l'on a naturellement tendance à être mieux informé des possibilités concrètes de lutte dans son propre lieu de travail, la situation générale à laquelle est confrontée la classe ouvrière est la même dans tous les lieux de travail : érosion du pouvoir d'achat, intensification du travail et dégradation générale des avantages sociaux. L'idée selon laquelle les travailleurs combatifs n'ont le droit d'intervenir que sur leur propre lieu de travail est une déviation syndicaliste qui doit être combattue. L'antagonisme de classe ne se joue fondamentalement pas au niveau d'un seul lieu de travail, mais à un niveau social plus large. Le réduire au premier contribue à l'isolement des travailleurs combatifs.

Cette compréhension du rôle et de la nécessité des comités de lutte a sous-tendu notre propre participation aux comités *No War But Class War* appelée par la TCI en avril 2022. Pour nous, c'était clair: *"Nous ne situons pas cette initiative comme visant à regrouper les forces révolutionnaires sur l'internationalisme. Elle n'est pas un embryon de Zimmerwald ou un moment du combat pour le parti. Elle doit correspondre, selon nous, à la mobilisation générale prolétarienne face aux attaques que la préparation à la guerre impose et va redoubler. Elle n'est qu'une première tentative de regroupement prolétarien – nous ne doutons pas que ce type de comité de lutte surgisse « spontanément » dans la période qui vient – en vue d'établir des pôles de résistance afin que le prolétariat international puisse établir des premières lignes de défense face à l'agression qu'il subit et va subir*[19].

[18]. Avant de se maintenir artificiellement et de devenir de fait de nouveaux syndicats, las *Comisiones obreras* en Espagne, aujourd'hui le syndicat CCOO, et les *Comitati de basi* en Italie, aujourd'hui COBAS, furent à l'origine de véritables comités de lutte.

[19]. *Révolution ou guerre* #30, Sur les comités de lutte NWBCW, http://www.igcl.org/Sur-les-comites-de-lutte-NWBCW

La poursuite de la marche à la guerre impérialiste généralisée ne peut qu'aggraver les attaques du capitalisme contre la classe ouvrière. Cette situation historique détermine le contexte et les enjeux des combats prolétariens d'aujourd'hui. Les travailleurs combatifs organisés en comités de lutte ou sous d'autres formes organisationnelles – qu'ils soient syndiqués ou non et qu'ils appartiennent ou non à une organisation politique – doivent prendre en compte cette situation générale dans leurs interventions.



Il est connu que la Tendance communiste internationaliste ne partage pas notre conception de ces comités. Pour la TCI, il s'agit de regrouper des "internationalistes". Malgré cette divergence, notre bilan des comités de Toronto et de Montréal, **en tant que comités de lutte**, qui existent et interviennent toujours, est positif. Ils ont réussi durant toute cette période à assumer une présence politique prolétarienne en offrant des alternatives de classe lors de plusieurs luttes ouvrières qui se sont développées des trois dernières années, même si la plupart restèrent isolées et dispersées. Les comités ont diffusé plus d'une dizaine de tracts, tenu plusieurs réunions publiques, sont intervenus en différents piquets de grève et ont démontré aux prolétaires les plus combatifs qu'une alternative organisée aux politiques syndicalistes existait. Enfin, ils ont su établir des réseaux de contacts et de rencontres qui restent utiles aujourd'hui.

Si les orientations des comités de lutte NWBCW du Canada étaient mises en œuvre **massivement** par les travailleurs, cela représenterait une avancée politique importante pour la classe ouvrière et entraverait concrètement les projets bellicistes de la bourgeoisie. La bourgeoisie serait contrainte de suspendre ou de ralentir sa marche vers la guerre pour faire face au prolétariat. Il ne s'agit pas là pour ces comités – et en passant pour les communistes – d'appeler en soi à "saboter la machine de guerre", à appeler à la grève les travailleurs des secteurs "stratégiques", comme la production d'armements, même si de telles actions seraient sans aucun doute les bienvenues. Au contraire, les trois orientations avancées plus haut visent à renforcer la position de la classe ouvrière dans son ensemble en soulignant la nécessité de faire grève en tant que classe. Si elles étaient mises en œuvre, cela renforcerait le rapport de force des travailleurs dans les luttes immédiates, entraverait la marche vers la guerre et constituerait un pas vers la création d'une situation pré-révolutionnaire et pourrait contribuer à combler le fossé entre les besoins immédiats des travailleurs en lutte et la tâche historique du prolétariat de surmonter ce système historiquement obsolète qui menace de plonger l'humanité dans une destruction et une ruine sans précédent. Cependant, pour que cette perspective se réalise, le rejet de la collaboration de classe, la nécessité d'unifier et de généraliser les grèves et le rejet des sacrifices pour la guerre doivent être repris et diffusés par l'avant-garde dans les usines et les quartiers, organisée en comités de lutte ou tout autre forme organisationnelle qui pourrait surgir.

Selon nous, le camp prolétarien d'aujourd'hui et demain le parti mondial ne doivent pas attendre non plus passivement que de telles expressions minoritaires de lutte apparaissent pour y participer et en souligner l'importance. Selon les situations, ils ne doivent pas hésiter à appeler à former de tels comités de lutte, voire même à en prendre l'initiative.

Stavros, decembre 2025

Débat au sein du camp prolétarien

Contribution : grève de masse et marche à la guerre impérialiste

« *En 1905, le prolétariat révolutionnaire s'est trouvé (...) un autre moyen pour attirer les masses dans le mouvement. Ce moyen, c'est la grève révolutionnaire, une grève opiniâtre, sautant d'un point à l'autre, d'un bout du pays à l'autre, une grève répétée, une grève qui soulève les éléments retardataires en vue d'une vie nouvelle, grâce à la lutte pour les améliorations d'ordre économique, (...) une grève-manifestation qui déploie le drapeau rouge dans les rues des capitales (...). Il est impossible de susciter artificiellement de pareilles grèves, et il est également impossible de les arrêter quand elles arrivent à englober des centaines et des centaines de milliers de participants.* » (Lénine, Le développement des grèves révolutionnaires, 1913)

Le flot croissant et accéléré des événements de tout ordre nous éclaire de plus en plus précisément sur la voie que le capitalisme compte emprunter pour nous précipiter dans la guerre généralisée. Depuis 2022 rien ne semble arrêter, ni même ralentir, un processus quasi linéaire, continu, vers la guerre. Même le traité de paix à Gaza, *« l'aube historique d'un nouveau Moyen-Orient »* selon Trump, n'aura pas marqué, du moins à ce jour, de véritable pause dans cette course vers la guerre. Et pour ceux qui continueraient à refuser de voir, la déclaration du chef d'état major de l'armée française ne peut que leur ouvrir les yeux : *« nous avons tout pour dissuader Moscou. Ce qu'il nous manque, c'est la force d'âme pour accepter de nous faire mal pour défendre la Nation. (...) Il faut accepter de perdre nos enfants, de souffrir économiquement parce que les priorités iront à de la production défense.* » (Général Mandon, chef d'État major des armées françaises, 18 novembre 2025[20]) Les lieux et moments des antagonismes de classes qui s'exacerbent du fait de la crise capitaliste et de la guerre impérialiste, se précisent donc de jour en jour.

Il suffit de jeter un œil aux politiques menées par la bourgeoisie américaine avec Trump pour relever comment les contradictions du capital mondial, la surproduction généralisée et donc une concurrence internationale dévastatrice, se manifestent et explosent au cœur de la première puissance capitaliste. Et comment celle-ci est propulsée dans la préparation en urgence de la guerre si elle veut maintenir sa primauté et domination mondiales, et, ainsi, comment elle y précipite le monde entier.

La situation historique a donc ceci de particulier et d'inédit que crise économique capitaliste et guerre impérialiste généralisée se présentent en même temps. Au niveau idéologique, le capitalisme ne pourra que difficilement faire accepter les sacrifices économiques au prétexte de la paix – comme en 1918-1920 pour contrer la vague révolutionnaire internationale d'alors, ou encore dans l'après-2e guerre au cours des années 1940 et 1950. Il aura tout autant de mal à faire accepter la préparation à la guerre au prétexte de la prospérité revenue ou à venir – comme dans les années 1930 après la crise de 1929 et le chômage de masse que la préparation à la guerre avait en partie permis de résorber.

Dans ces conditions historiques, il est une question clé pour le capital et chaque bourgeoisie nationale, celle-là même que le général français soulève : comment imposer aux populations, et principalement aux salariés et prolétaires, de *souffrir économiquement pour les besoins de la défense* ? Autrement dit, la bourgeoisie comme classe se doit d'affronter le prolétariat en tant que classe pour imposer *les besoins de la défense* militaire. De cette confrontation de classes à laquelle chaque bourgeoisie se prépare, dépend l'issue du drame historique soit dans la guerre généralisée et dévastatrice, soit dans la révolution prolétarienne et le destruction du capitalisme fauteur de guerre. *« Il existe une incompatibilité fondamentale entre la lutte des classes et le jeu des contrastes* [impérialistes] *inter-États. Elle réside en ceci : l'une aboutit à la révolution, l'autre dans la guerre*[21]*.* » Le marxisme, la théorie révolutionnaire du prolétariat, a toujours défendu que seul le prolétariat, parce que classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en condition de s'opposer au capitalisme et de le détruire avant que celui-ci impose sa « solution » radicale et barbare à ses propres limites et contradictions.

Pour beaucoup, y compris au sein du camp révolutionnaire, le prolétariat est inexistant aujourd'hui en tant que classe sociale et totalement soumis à l'idéologie et

[20]. L'intégrale de la conférence du général aux maires des villes françaises : https://www.youtube.com/watch?v=4eA4js-Tcw4. Le passage que nous citons se trouve autour de la 19e minute. Au préalable, le général fournit une vision générale des enjeux impérialistes et militaires du point de vue de la bourgeoisie française. Ceux qui comprennent le français y trouveront sans doute un intérêt.

[21]. *Bilan #19, Défaite du prolétariat, victoire du capitalisme : De Hitler à Staline, de Staline à Blum*, 1935, https://archivesautonomies.org/spip.php?article2416.

à l'exploitation capitalistes. Factuellement et depuis 2022 à aujourd'hui, cette assertion est démentie par les mobilisations massives en Grande-Bretagne, en France contre une énième réforme des retraites, aux États-Unis dans l'automobile, chez les dockers, dans les dépôts d'Amazon, ces derniers temps au Canada et en Belgique, par les luttes ouvrières et révoltes populaires en Asie ou Afrique. Objectivement, il est bien de nos jours une force sociale qui, lorsqu'elle essaie de défendre ses intérêts immédiats de classe, tend à s'opposer aux desseins du capital et à ses préparatifs pour la guerre généralisée. Et cela est indépendamment des consciences individuelles des prolétaires en lutte. Que ces luttes restent limitées et souvent impuissantes à faire reculer les attaques de la bourgeoisie, du moins directement, ne changent rien à ce constat matériel.

Pour saisir la réalité de la lutte des classes, il ne suffit pas de la considérer comme une photo. Il faut plutôt la voir comme un processus en mouvement, un film. Celui-là même qui voit ses personnages principaux, capital et travail, bourgeoisie et prolétariat, s'opposer en permanence. Confrontation massive entre les classes il y a et il va y avoir. Tel est pour l'heure le cours historique. Le cadre, le terrain et le tempo de ces confrontations sont et vont être de plus en plus déterminés par la bourgeoisie cherchant à répondre aux nécessités de sa marche à la guerre. Or comment l'antagonisme entre les classes se matérialise-t-il concrètement ? Comment se développe-t-il ? Quelles moyens d'action et tactiques utilisent les deux classes antagonistes ? Quel processus ?

Le « phénomène historique de la lutte en masse »

Depuis l'avènement de l'impérialisme au début du 20e siècle, avant même l'éclatement de la 1er Guerre impérialiste mondiale, les conditions, moyens d'action et tactiques, qui déterminaient la lutte du prolétariat furent définitivement modifiées par rapport à celles, essentiellement syndicalistes, qui prévalaient jusqu'alors. *« La concentration des capitaux affaiblit la position des syndicats, même dans les branches de métier, où ils sont les plus puissants. Malgré leur importance, les fonds de soutien aux grévistes apparaissent infimes comparés aux ressources financières de l'adversaire[22].* » Les luttes sur le terrain de l'usine et de la corporation, voire du secteur ou branche d'activité, et le syndicalisme qui en était l'instrument se révélaient impuissants pour faire face à la nouvelle situation historique. Des luttes en masse prolétariennes, différentes des luttes organisées par les syndicats jusqu'alors, commencèrent à apparaître en Belgique, en Allemagne. Mais évidemment ce fut la Révolution de 1905 en Russie qui confirma le changement des conditions et des moyens d'action pour les combats du prolétariat international. Il s'ensuivit un débat au sein du parti social-démocrate allemand sur la *grève de masse* qui garde toute son actualité aujourd'hui encore. Une résolution sur la grève de masse fut même adoptée au congrès d'Iéna de 1905. Pour Anton Pannekoek, *« les actions de masse sont une conséquence naturelle du développement du capitalisme moderne en impérialisme, elles sont sans cesse davantage la forme de combat qui s'impose* [au prolétariat]. *L'impérialisme et les actions de masse sont des phénomènes nouveaux dont on ne peut saisir et maîtriser l'essence et l'importance que petit à petit[23].* » Rosa Luxemburg ne dit pas autre chose lorsqu'elle écrit que *« la grève de masse n'est pas le produit artificiel d'une tactique imposée par la social-démocratie, mais un phénomène historique naturel né sur le sol de la révolution actuelle[24].* »

Dans le débat les opposant à K. Kautsky au sein du parti social-démocrate allemand, R. Luxemburg et A. Pannekoek rejettent toute vision réductrice de la grève de masse, considérée comme *« une action unique »* par Kaustky, ou encore ramenée à la vision anarchiste de la *grève générale*, faisant de la grève illimitée en soi l'arme ultime du combat contre le capitalisme. Pour R. Luxemburg, *« il est absolument faux d'imaginer la grève de masse comme une action unique. La grève de masse est bien plutôt un terme qui désigne collectivement toute une période de la lutte de classes s'étendant sur plusieurs années, parfois sur des décennies. »* Dans *Grève de masse, parti et syndicats*, elle décrit largement comment s'est réalisée et développée le processus de la grève de masse en Russie. Trotski fait de même dans son livre *1905.*

« La marche des événements est restée dans toutes les mémoires. Les incidents se succédèrent, durant quelques jours, avec une remarquable progression, poursuivant toujours le même objectif. Le 3 janvier, la grève éclata à l'usine Poutilov. Le 7 janvier, les grévistes étaient cent quarante mille. La grève atteignit son apogée le 10 janvier. Le 13, on se remit au travail. Ainsi, nous sommes en présence d'un mouvement d'abord économique qui part d'un motif occasionnel. Ce mouvement s'étend, entraîne les ouvriers par dizaines de milliers et se transforme par conséquent en un événement politique. (...) Mais le massacre de janvier eut une influence particulièrement remarquable et profonde sur le prolétariat de toute la Russie. D'un bout à l'autre du pays passa un flot grandiose de grèves qui secouèrent le corps de la nation. D'après un calcul approximatif, la grève s'étendit à cent vingt deux villes et localités, à plusieurs mines du Donetz et à dix compagnies de chemins de fer. Les masses prolétariennes furent remuées jusqu'en leurs profondeurs. Le mouvement entraînait environ un million d'âmes. Sans plan déterminé, fréquemment même sans formuler aucune exigence, s'interrompant et recommençant, guidée par le seul instinct de solidarité, la grève régna

[22]. A. Pannekoek, *Le syndicalisme*, janvier 1936, Éditions 10-18, 1973.

[23]. A. Pannekoek, Action de masse et révolution, 1912, *Socialisme, la voie occidentale*, PUF, 1983.

[24]. R. Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats*, 1906, petit collection Maspero, 1969.

dans le pays pendant environ deux mois[25]*. »*

C'est ce *phénomène historique* de la grève de masse qui alla à son terme de février à octobre 1917 en Russie en voyant les masses s'emparer des mots d'ordre du parti bolchevique, passer à l'insurrection contre l'État et à sa destruction et instaurer l'exercice de leur dictature de classe. C'est ce *phénomène historique*, plus ou moins développé selon les cas, jamais abouti comme en Russie, que nous retrouvons tout au long du 20e siècle, au cours de la vague révolutionnaire internationale des années 1918-1923, des grèves ouvrières des années 1930, bien que quasi totalement contrôlées et dénaturées par les fronts populaires et le stalinisme en particulier, en 1943 dans le nord de l'Italie, puis dans les explosions ouvrières qui marquèrent la Hongrie, Berlin-Est, puis la Pologne dans les années 1950. Nous retrouvons le même *phénomène historique* avec la reprise des luttes prolétariennes qui répondent à la fin de la période de reconstruction d'après-guerre, mai 1968 en France, le *mai rampant* italien en 1968-1969, la révolte ouvrière de Córdoba en Argentine, jusqu'aux grèves de masse de 1970 et d'août 1980 en Pologne.

C'est aussi la valeur universelle de ce *phénomène historique* qu'*a contrario* et pour ne donner qu'un seul exemple, l'échec de la longue grève d'un an des mineurs britanniques en 1984-1985 enfermés dans la corporation et installés dans un bras-de-fer sans issue, sans perspective et jusqu'au-boutiste vient valider.

Les appareils d'État mobilisés contre la grève de masse

Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Depuis le début du siècle ? Qu'exprimèrent, sinon une dynamique de lutte en masse, tous les mouvements de révoltes ouvrières et populaire du « printemps arabe » de 2010 à 2012 ? La mobilisation ouvrière massive et déterminée du prolétariat en Grèce de ces mêmes années ? Quel enjeu pour les mobilisations ouvrières massives, des centaines de milliers de grévistes et de manifestants, parfois un ou deux millions, en France et se succédant de 2003, 2006, 2007, 2010, 2013, 2016, 2018 et même 2020 – nous laissons de côté le cas particulier de la révolte des « gilets jaunes » de 2018-2019 ? Quelle fut la ligne de fracture et de confrontation entre les secteurs les plus combatifs du prolétariat et les syndicats et les gauchistes ? Si ce n'est la question de l'extension et de la généralisation de chacune de ces mobilisations à toute la classe ouvrière, que ce fut sous des mots d'ordre divers tel celui, confus, de « grève générale » ou encore « public-privé, tous ensemble ! » Que les secteurs et minorités les plus combatives du prolétariat n'aient pas réussi à prendre en main la direction du combat, que les syndicats aient réussi à saboter et étouffer ces dynamiques n'enlèvent rien au fait que la dynamique prolétarienne en cours était déjà celle de la grève de masse. Et que ce fut précisément celle-ci à laquelle la bourgeoisie, et ses forces en milieu ouvrier (c'est-à-dire les syndicats et les gauchistes) s'opposa. Ce fut la même question que soulevèrent les grèves sauvages d'Opel dans la ville allemande de Bochum en 2004 ou encore la grève sauvage du métro qui paralysa New York en janvier 2006 : ne pas rester isolée et s'étendre[26]. C'est toujours la même même nécessité d'élargissement qui s'est posée, à différents degrés, dans les mobilisations prolétariennes d'août à octobre au Canada et de Belgique du 24 au 26 novembre[27] et qui a défini les moments et les terrains de la ligne de fracture avec les tactiques et mots d'ordre syndicaux.

Le souci principal de toutes les bourgeoisies aujourd'hui vis-à-vis du prolétariat est précisément de prévenir et, lorsque ce n'est plus possible, de limiter et de saboter toute dynamique de lutte en masse. Si d'aucuns au sein du camp révolutionnaire doutent de la réalité du *phénomène historique* de la grève de masse, ce n'est nullement le cas de la bourgeoisie. Depuis les années 1930 et, surtout, depuis la 2e guerre impérialiste mondiale, tout l'appareil d'État s'est doté des outils idéologiques, politiques, légaux et répressif pour étouffer toute dynamique de révolte prolétarienne pouvant se généraliser et s'unifier. Si le droit de grève existe, il n'existe qu'autant que celle-ci reste inefficace pour le prolétariat et sans danger pour le capital. Par contre, la grève en masse est elle bel et bien interdite par les lois régissant les « préavis de grève » Et dans le cas où les syndicats et les gauchistes ne suffisent pas à la contenir, en particulier dans le carcan légal, et à l'étouffer, alors la répression policière vient à leur rescousse.

Grève de masse et marche à la guerre

Loin d'appartenir au passé, ou encore d'être temporaire, conjoncturel, voire unique, le phénomène de la grève de masse est en permanence au centre de la confrontation entre les classes : la prévenir et l'étouffer est la priorité pour la bourgeoisie ; l'initier et la développer l'est pour le prolétariat. Loin d'en repousser la réalité et, pour le prolétariat, la nécessité, le cours vers la guerre impérialiste généralisée que le capital tente d'imposer à l'ensemble de l'humanité exige l'application encore plus ferme du principe de l'internationa-

[25]. L. Trotsky, *1905*, Les éditions de minuit, 1969.

[26]. Le lecteur peut se réfèrer à la page des sommaires des bulletins de l'ex-Fraction interne du CCI pour avoir connaissance des analyses et de l'intervention que celle-ci mena alors et dont, pour notre part, nous reprenons l'essentiel de l'expérience : https://www.fractioncommuniste.org/index.php?SEC=b00. Il peut aussi reprendre les sommaires de notre revue et les comuniqués que nous avons publiés sur les différentes mobilisations prolétariennes depuis 2013 auxquelles nous avons pu participer.

[27]. cf. *Mobilisations prolétariennes au Canada et intervention des révolutionnaires* et *Trois jours de grève générale en Belgique* dans ce numéro de la revue.

lisme prolétarien au moyen de la lutte en masse. Dans le débat sur la grève de masse deux ans avant la 1er Guerre mondiale, Pannekoek mettait en lumière le rapport entre la guerre et la celle-ci. *« Le développement de l'impérialisme crée sans relâche le terrain pour de puissants soulèvements des classes exploitées contre la domination du capital, des affrontements où viennent s'entrechoquer toutes les forces des adversaires en présence. La plus importante des occasions qui peuvent déchaîner ces affrontements, c'est* ***le danger de guerre***[28]*. »*

L'histoire nous enseigne que la *grève en masse* est la réponse toute particulière, privilégiée, du prolétariat international, la seule réponse possible de fait, à la marche à la guerre et à la guerre elle-même. D'une part, en imposant des rapports de force moins défavorables, voire plus favorables, au prolétariat face à la bourgeoisie, la grève de masse – parfois sa simple perspective ou menace – peut contraindre la bourgeoisie à reculer sur telle ou telle attaque particulière et, ainsi, freiner sa course à la guerre. D'autre part, de par sa dynamique propre, elle renforce la confiance et la détermination croissantes des masses prolétariennes dans leurs forces et dans les orientations et mots d'ordre des groupes et, surtout du parti communiste. Elle porte en elle et ne peut aboutir, si elle va à son terme, qu'à l'insurrection ouvrière, à la destruction de l'État capitaliste et à l'instauration de la dictature du prolétariat. Pour Lénine, *« les grèves de masse persistantes sont indissolublement liées, chez nous, à l'****insurrection armée***[29]*. »*

Grève de masse et parti politique du prolétariat

Le rapport entre le prolétariat – classe en mouvement, c'est-à-dire en lutte – et les minorités révolutionnaires communistes matérialisant les plus hautes expressions de la conscience communiste, autrement dit le rapport parti-classe, ne peut être appréhendé, clarifié et défini que sur la base de la reconnaissance de la lutte en masse comme *« forme universelle de la lutte de classe prolétarienne déterminée par le stade actuel du développement capitaliste et des rapports de classe*[30]*. »* L'intervention des groupes et du parti communistes ne se pose pas en soi, avec des règles et une tactique immuable face à un prolétariat qui ne serait qu'une masse passive et statique et qu'il conviendrait de « réveiller ». Si ces derniers veulent être à l'avant-garde de la lutte de leur classe, s'ils veulent gagner la direction politique des luttes, ce pour quoi le prolétariat les fait naître et se développer, alors ils se doivent de définir leur intervention et adapter leurs orientations et leurs mots d'ordre en fonction des besoins de chacun des moments et de chacune des batailles particulières par lesquelles passe tout épisode de lutte de classe et toute mobilisation ouvrière.

Pour notre part, à chaque fois que nous le pouvons, nous essayons de rendre compte à la fois des mobilisations ouvrières massives auxquelles nous avons pu assister et d'en dégager les dynamiques et les moments successifs[31]. Et nous en profitons aussi pour partager et soumettre à la critique les orientations et les mots d'ordre que nous avons pu adopter et défendre selon les moments et les batailles. Nous sommes convaincus qu'il s'agit là d'expériences inestimables pour développer les capacités d'avant-garde et de direction politiques des minorités communistes.

Elles sont d'autant plus importantes à rapporter que, malheureusement, le *phénomène historique de la grève de masse* est souvent mal compris ou bien ignoré. En particulier, tant les tenants de la grève de masse qui en font un mythe ou un fétiche que ceux qui l'ignorent, ont trop souvent tendance à séparer et opposer « spontanéité » d'un côté et « conscience communiste » et organisations communistes, le parti, de l'autre. Cette séparation métaphysique des deux moments complémentaires, qui se renforcent l'un l'autre, de la lutte en masse s'accompagne du même type d'opposition entre Rosa Luxemburg, présentée comme « spontanéiste » et voire « anti-parti », et Lénine comme « l'apprenti bureaucrate » opposé à la spontanéité et au mouvement de masse. Pourtant pour qui lit avec attention et, surtout, sérieusement, les deux grands révolutionnaires se situent sans l'ombre d'un doute du même côté de la barricade théorico-politique où se joue le rapport spontanéité des masses-conscience communiste, classe-parti :

- pour Lénine, *« aussi la question des rapports entre la conscience et la spontanéité offre-t-elle un immense intérêt général et demande-t-elle une étude détaillée. (...) La spontanéité de la masse exige de nous, social-démocrates, une haute conscience. Au fur et à mesure que l'élan spontané des masses s'accroît et que le mouvement s'élargit, le besoin de haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie augmente infiniment plus vite encore*[32] *; »*

- pour R. Luxemburg, *« considérons le vivant tableau d'un véritable mouvement populaire issu de l'exaspération des conflits de classe et de la situation politique, explosant avec la violence d'une force élémentaire en conflits aussi bien économiques que politiques et en grèves de masse alors la tâche de la social-démocratie consistera non pas dans la préparation ou la direction technique de la grève, mais dans la direction politique de l'ensemble du mouvement. »*

[28]. A. Pannekoek, Action de masse et révolution, 1912, *op.cit*, souligné par Pannekoek.

[29]. Lénine, L'essor révolutionnaire, 1912, Oeuvres complètes, tome 18, Éditions sociales, souligné par Lénine.

[30]. R. Luxemburg, *op.cit.*

[31]. En particulier, *RG* #6, 10, 14, 22 et 24.

[32]. *Que faire ?* Éditions sociales, 1971. Il convient particulièrement d'attirer l'attention des lecteurs utilisant des lunettes mal adaptées de relever et souligner que *Que faire* ne rejette pas la spontanéité mais le « culte de la spontanéité » dont les économistes font preuve.

Il en va de même au sujet des dimensions économiques et politiques des luttes ouvrières. Beaucoup les séparent, voire les opposent, au mieux les voient comme deux moments successifs, le passage de l'une à l'autre se faisant par un « saut qualitatif ». Grossièrement, pour l'économisme moderne ou conseillisme, le saut se réaliserait au moment où le prolétariat prend spontanément conscience à partir de ses combats immédiats de la nécessité de renverser l'État capitaliste. Les révolutionnaires ou parti ne seraient là que pour *« diffuser des idées et des connaissances, à étudier, discuter et formuler des concepts sociaux, et à éclairer l' esprit des masses par leur propagande*[33]*.* » Ce faisant, cette vision fait de la prise de conscience spontanée, à partir des luttes immédiates, un préalable à la lutte prolétarienne, oubliant que les minorités communistes portent et matérialisent la conscience communiste qui est le produit de la lutte historique du prolétariat. Pour certains d'entre eux même, le préalable à la « politisation » des luttes serait *« la reconquête de l'identité de classe. »*

Pour les autres, c'est le parti seul qui peut être le facteur de ce saut qualitatif vers la « politisation des luttes ». Le courant bordiguiste arrive même à la position que *« sans le parti, la classe n'existe pas. »*

Même si les uns reconnaissent formellement la « grève de masse » et se revendiquent de Rosa Luxemburg et A. Pannekoek, et les autres l'ignorent et rejettent ces derniers, les deux approches se retrouvent sur le même terrain, et commettent la même erreur, en séparant dimension économique et dimension politique du *phénomène historique* de la grève de masse. Alors qu'il s'agit de deux moments du même processus de la *grève de masse*.

Lénine lui-même rejette la « politisation » des luttes, qu'elle soit « spontanée » ou « importée » par le parti : *« exiger que 'l'on donne à la lutte économique elle-même un caractère politique' traduit de la façon la plus frappante le* culte de la *spontanéité dans le domaine de l'activité politique. Très souvent, la lutte économique revêt un caractère politique de façon spontanée, c'est-à-dire sans l'intervention de ce 'bacille révolutionnaire que sont les intellectuels', sans l'intervention des social-démocrates conscients*[34]*.* » Là aussi, l'opposition établie entre Luxemburg et Lénine, au prétexte de certaines formulations confuses dans *Que faire* est historiquement fausse[35]. Tout comme Rosa Luxemburg, Trotski ou encore Pannekoek, Lénine ne cesse de souligner que *« la combinaison de la grève économique et de la grève politique constitue un des traits principaux* [du mouvement gréviste. Que] *la grève politique et la grève économique, par conséquent, se soutiennent l'un l'autre, constituant l'une pour l'autre une source d'énergie*[36]*.* »

Éclaircir les prolétaires ou diriger les luttes ouvrières ?

Ces erreurs politiques et de méthode interdisent de comprendre le processus même de la lutte des classes et rendent difficile, sinon impossible, de pouvoir et savoir reconnaître les moments et les dynamiques des mobilisations prolétariennes, leur modification, leur tournant, voire leur inversion[37]. Pour les groupes communistes et révolutionnaires atteints de cette faiblesse, il en résulte une impuissance, parfois même un renoncement, à fournir et défendre orientations et mots d'ordre concrets et immédiats adaptés à chacun de ces moments. Par défaut alors, fort est l'attrait pour les mots d'ordre abstraits et généraux, tel celui sur l'« auto-organisation », et le fétichisme d'organisation, ici le fétichisme assembléiste ; ou bien tel celui appelant à la formation du parti en soi, faisant de celui-ci une autre variante du fétichisme d'organisation. Qu'ils soient « anti-parti » ou « pro-parti » pour reprendre la formulation de Lénine, ne reste alors à leur disposition que la seule dimension de propagande générale et *« à éclairer l'esprit des masses par leur propagande »*.

Pour autant, nous ne mettons pas sur le même plan « anti-parti » et « pro-parti ». Les premiers sous-estiment, quand ils ne rejettent pas ouvertement, non seulement la nécessité du parti, mais aussi la dimension politique première de toute lutte prolétarienne. Sauf à rompre avec l'économisme et le conseillisme qu'ils expriment et matérialisent, ils ne seront au mieux qu'inutiles, au pire au côté des gauchistes et des syndicats pour vider les assemblées générales et toutes autres formes d'organisation unitaires des luttes ouvrières de leur fonction au service de la grève de masse et de son développement.

Les forces « pro-parti » qui ne se sont pas encore réappropriées l'expérience historique et théorique du prolétariat quant au *phénomène historique de la grève de masse*, disposent, elles, de l'héritage et des leçons programmatiques que la Gauche communiste d'Italie a pu fournir. Elles ont ainsi la possibilité, sans renier leur conviction et démarche militante « pro-parti », d'aller au-delà du « fétichisme de parti » qui, bien souvent renvoie à une position tout aussi fataliste que le conseillisme, ou bien « en miroir » à une vision volontariste, activiste, voire même ouvriériste. Le rôle des organisations communistes, cercles, groupes et parti,

[33]. A. Pannekoek, Thèses sur la lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme, 1947, traduit de l'anglais à partir de https://www.marxists.org/archive/pannekoe/1947/theses-fight.htm.

[34]. *Que faire ? op.cit.*

[35]. En particulier celle selon laquelle *« par lui-même, le mouvement ouvrier spontané ne peut engendrer que le trade-unionisme »* et qui, par ailleurs, est contredite par d'autres passages du même texte.

[36]. Lénine, Grève économique et grève politique, 1912, *op.cit.*

[37]. cf. notre débat avec la CWO à propos des grèves de l'été 2022 dans *RG #24 : France et Grande Bretagne : luttes ouvrières et intervention des révolutionnaires* et *Quelle fut l'action politique effective des syndicats dans la vague de grève au Royaume Uni ?*

est d'être au premier rang des affrontements de classe. Cela signifie qu'elles se doivent d'assumer la confrontation avec les forces bourgeoises syndicales et gauchistes en milieu ouvrier pour leur disputer et leur ôter la direction et l'orientation des luttes, qu'elles soient objectivement déjà massives, ou bien qu'elles ne soient encore que locales et limitées.

« L'action du parti prend l'aspect d'une stratégie *aux moments cruciaux de la lutte pour le pouvoir, pendant lesquels cette action revêt un caractère essentiellement militaire. Dans les phases qui précèdent, l'action du parti ne se réduit pourtant pas purement et simplement à l'idéologie, la propagande et l'organisation, mais elle consiste, comme nous l'avons déjà dit, à participer aux différentes luttes auxquelles le prolétariat est conduit. La codification des règles tactiques du parti vise par conséquent à établir à quelles conditions son intervention et son activité dans ces mouvements, son agitation au feu des luttes prolétariennes seront en harmonie avec son but révolutionnaire final et permettront à sa préparation théorique, à son organisation et à sa préparation tactique de progresser simultanément. »* (Thèses de Lyon de la Gauche du Parti communiste d'Italie, 1926)

Ce faisant, le renforcement du parti ou du groupe communiste est avant tout « politique », dans sa capacité à assumer le rôle de direction politique des luttes. L'objet de l'intervention dans les luttes ouvrières n'est pas de gagner des prolétaires et individus à l'organisation communiste, ni au recrutement en soi ; mais à imposer une alternative concrète de classe, une direction politique, afin que chaque lutte puisse se développer au maximum et être le plus « efficace » possible, y compris du point de vue de ses revendications et objectifs immédiats. Alors tout regroupement ou adhésion militante peut se baser sur la vérification et la conviction individuelle à la fois sur le programme ou plateforme politique du groupe, mais aussi sur leur application ou déclinaison concrète dans les interventions et les orientations du parti ou du groupe communiste. C'est ainsi que l'on peut assurer au mieux que regroupement et adhésions individuelles soient effectifs et durables pour l'individu militant communiste et que l'organisation, au premier chef son unité politique, se renforce réellement. C'est donc aussi en lien étroit avec le *phénomène historique de la grève de masse* que le parti pourra se constituer et que ses membres seront sélectionnés.

Après avoir débuté cette contribution en citant Lénine sur la grève de masse, nous la conclurons par Rosa Luxemburg et sa position sur le rôle politique dirigeant du parti dans les *luttes en masse.*

« S'il est donc vrai que c'est à la période révolutionnaire que revient la direction de la grève au sens de l'initiative de son déclenchement et de la prise en charge des frais, il n'est pas moins vrai qu'en un tout autre sens la direction dans les grèves de masse revient à la social-démocratie et à ses organismes directeurs. Au lieu de se poser le problème de la technique et du mécanisme de la grève de masse, la social-démocratie est appelée, dans une période révolutionnaire, à en prendre la direction politique. ***La tâche la plus importante de « direction » dans la période de la grève de masse, consiste à donner le mot d'ordre de la lutte, à l'orienter, à régler la tactique de la lutte politique de telle manière qu'à chaque phase et à chaque instant du combat, est réalisée et mise en activité la totalité de la puissance du prolétariat déjà engagé et lancé dans la bataille et que cette puissance s'exprime par la position du Parti dans la lutte*** *; il faut que la tactique de la social-démocratie ne se trouve jamais, quant à l'énergie et à la précision, au dessous du niveau du rapport des forces en présence, mais qu'au contraire elle dépasse ce niveau; alors cette direction politique se transformera automatiquement en une certaine mesure en direction technique. Une tactique socialiste conséquente, résolue, allant de l'avant, provoque dans masse un sentiment de sécurité, de confiance, de combativité; une tactique hésitante, faible, fondée sur une sous-estimation des forces du prolétariat, paralyse et désoriente la masse. Dans le premier cas les grèves de masse éclatent « spontanément » et toujours « en temps opportun » ; dans le deuxième cas la direction du Parti a beau appeler directement à la grève - c'est en vain. La révolution nous offre des exemples parlants de l'un et l'autre cas. »* (*Gréve de masse, parti et syndicats, op.cit.*, nous soulignons)

RL, décembre 2025

Correspondance sur le Que faire ? de Lénine et la conscience de classe

Après une rencontre à la suite d'une manifestation parisienne du mois de septembre, un camarade a voulu prolonger notre discussion par courrier. Nous en reproduisons ci-après des extraits et les faisons suivre de notre réponse.

La discussion portait essentiellement sur le livre de Lénine, Que faire ?, *de 1902, et la conscience de classe. Beaucoup, y compris dans la Gauche communiste d'aujourd'hui, rejette les apports de* Que faire ? *en se fondant sur sa reprise de la position de Kautsky selon laquelle* « la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat » *par* « les intellectuels bourgeois. » *Comme le souligne notre correspondant, ils oublient le contexte et l'objet du combat de Lénine à l'époque : la lutte contre l'économisme. En fait, ce combat ne faisait que poursuivre le combat de Marx et Engels au sein de la 1e internationale contre l'*indifférentisme politique *propre à l'anarchisme. Aujourd'hui, les expressions anarchisantes et économistes* ***au sein du camp prolétarien*** *sont principalement portées par les différentes formes de conseillisme. La méfiance, voire le rejet, à l'égard non seulement de toute organisation de parti politique du prolétariat, mais aussi la sous-estimation, voire l'ignorance, de la dimension avant tout politique de toute lutte ouvrière font du* combat contre le danger du conseillisme *moderne, qu'il soit ouvertement revendiqué ou seulement diffus, une priorité pour les forces pro-parti à la fois au sein du camp prolétarien comme dans les luttes ouvrières elles-mêmes – par exemple contre le fétichisme de l'assembléisme et de l'« auto-organisation ». Défendre donc* Que faire ? *et ses apports est toujours d'actualité et même une question politique cruciale.*

Extraits de la lettre du camarade

(...) La conscience du prolétariat, comme l'écrivait Lénine dans *Que faire ?*, *« ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population*[38]*. »* S'il se concentre exclusivement « ou même principalement » sur lui-même, le prolétariat ne peut être révolutionnaire, *« car, pour se bien connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique. »* C'est pourquoi *« l'ouvrier doit se représenter clairement la nature économique, la physionomie politique et sociale du gros propriétaire foncier et du pope, du dignitaire et du paysan, de l'étudiant et du vagabond, connaître leurs côtés forts et leurs côtés faibles, savoir démêler le sens des formules courantes et des sophismes de toute sorte, dont chaque classe et chaque couche sociale recouvre ses appétits égoïstes et sa "nature" véritable; savoir distinguer quels intérêts reflètent les institutions et les lois et comment elles les reflètent. »*

De plus, *« la conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de toutes les classes et couches de la population avec l'État et le gouvernement, le domaine des rapports de toutes les classes entre elles. »*

Et nous arrivons ici à l'un des points clés pour lesquels de nombreux communistes de gauche critiquent Lénine et les léninistes : la question d'apporter la conscience de l'extérieur. À mon avis, cette critique repose sur une incompréhension, voire une déformation délibérée de la pensée léniniste. En tout cas, j'ai le plus souvent entendu dire que Lénine croyait que la tâche de l'intelligentsia révolutionnaire était d'apporter la conscience au prolétariat, qui était incapable de s'élever au-dessus de la conscience syndicaliste. Pour comprendre le caractère erroné ou du moins les limites d'une telle interprétation, il est nécessaire de replacer *Que faire ?* de Lénine dans le contexte des conditions historiques concrètes de l'époque, où il existait un courant très répandu parmi les économistes du milieu ouvrier russe qui pensaient que le prolétariat devait se limiter à la lutte économique, laissant la lutte politique aux libéraux. D'autres pensaient que le développement du mouvement ouvrier contribuerait en soi à la croissance de la conscience politique de classe du prolétariat. Les citations tirées de l'ouvrage mentionné de Lénine indiquent, à mon avis, sans ambiguïté les tâches du parti prolétarien dans ce contexte historique particulier : développer la conscience politique du prolétariat, le faire sortir du cadre étroit de la lutte contre la bourgeoisie dans l'usine, lui faire comprendre que la bourgeoisie n'est pas unie, qu'elle est divisée en fractions qui se livrent une lutte acharnée, et que dans les conditions qui prévalaient alors en Russie, il existait également une aristocratie féodale propriétaire terrienne et de larges couches petites-bourgeoises ; elles ont toutes leurs propres intérêts

[38]. Les citations que le camarade utilise vienne d'une mauvaise traduction (chinoise) du livre de Lénine. Nous les avons substituées par la version disponible sur marxist.org : https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200m.htm

particuliers, qui peuvent converger, mais ne seront jamais communs, unis ; le prolétariat doit le savoir et s'en servir dans sa lutte. Ainsi, du point de vue de Lénine, *« apporter la conscience de l'extérieur »* signifie l'apporter de l'extérieur de l'usine, ouvrir les yeux des travailleurs sur toute l'étendue de la vie sociale, sa diversité, ses contradictions, contribuant ainsi à transformer le prolétariat d'une « classe en soi » en une « classe pour soi », capable non seulement de tolérer les injustices de la société de classes, mais aussi de lutter consciemment contre elle.

Ainsi, lorsque nous parlons de la formation des militants, nous parlons d'une tâche très complexe, qui comprend la formation d'une conscience révolutionnaire de classe, l'appropriation de la théorie marxiste et de sa méthode, l'apprentissage de l'expérience des générations précédentes de notre classe et de leurs combats. Mais ce n'est pas tout, il s'agit également de former l'expérience de l'action collective pratique au sein de l'organisation politique de classe existante. De plus, puisque, comme nous l'enseigne Marx, *« l'émancipation des classes ouvrières doit être conquise par les classes ouvrières elles-mêmes »,* nous devons être en contact étroit avec notre classe, travailler en son sein, nous ne pouvons pas nous en détacher, nous devons l'aider à atteindre le niveau de conscience de classe révolutionnaire. Et ici, nous revenons dialectiquement au concept léniniste de parti et de classe. Nous faisons partie de la classe, et non pas d'une intelligentsia bourgeoise telle que la conçoit Kautsky, nous devons aider notre classe à s'organiser, à se développer. C'est la tâche du Parti.

Oui, vous avez raison, Staline et Trotski se qualifiaient tous deux de léninistes, mais ce n'est pas une raison pour que nous renoncions à ce titre. Beaucoup de gens aujourd'hui ne se qualifient pas de marxistes, de communistes ou, à tout le moins, d'internationalistes. Ne devrions-nous pas cesser de nous qualifier ainsi ? Refuser de nous salir ? Non, nous continuerons à nous qualifier de léninistes, de marxistes, de communistes, d'internationalistes, et nous dénoncerons tous les opportunistes, les sociaux-chauvins, les traîtres à notre classe qui s'approprient indûment ce qui ne leur appartient pas. (...)

Saluts internationalistes,

Notre réponse

Cher camarade,

(...) Afin de ne pas retarder davantage notre réponse, nous te présenterons dans les grandes lignes notre position et notre approche à l'égard de *Que faire ?* et de la conscience de classe, ainsi que nos commentaires critiques – plutôt interrogatifs – sur ta position.

1) Présentons notre position sur le *Que faire ?* de Lénine, que nous considérons comme un texte fondamental du marxisme et du mouvement communiste. À première vue, il semble que nous partagions la même position et la même compréhension du texte de Lénine :

- d'abord, comme tu l'écris, *« il est nécessaire de replacer* Que faire ? *de Lénine dans le contexte des conditions historiques concrètes de l'époque, où il existait un courant très répandu parmi les économistes du milieu ouvrier russe qui pensaient que le prolétariat devait se limiter à la lutte économique, laissant la lutte politique aux libéraux » ;*

- ensuite, en ce qui concerne la question de la conscience de classe, Lénine affirme que *« la conscience politique de classe ne peut être apportée aux travailleurs que de l'extérieur, c'est-à-dire en dehors de la lutte économique, en dehors de la sphère des relations entre travailleurs et employeurs... »* Pour être aussi clair que possible, nous ajoutons au passage précédent : *« La formule de Martynov a une certaine valeur pour nous, (...) car elle exprime de manière pertinente l'erreur fondamentale commise par tous les économistes, à savoir leur conviction qu'il est possible de développer la conscience politique de classe des travailleurs de l'intérieur, pour ainsi dire, à partir de leur lutte économique, c'est-à-dire en faisant de cette lutte le point de départ exclusif (ou, du moins, principal), en en faisant la base exclusive (ou, du moins, principale). Une telle conception est radicalement fausse. »*

Ce point est essentiel, de nos jours et dans la tourmente historique qui vient, pour lutter contre toute conception « conseilliste » ou « apolitique » de la conscience de classe, ne serait-ce que parce qu'elle conduit à sous-estimer, voire à nier complètement, l'indispensable rôle dirigeant du parti, en tant qu'expression la plus haute de la conscience de classe.

2) Pour autant, nous ne sommes pas sûrs de la réalité de notre accord sur le fond et il conviendrait de le vérifier. Comme tu le dis, nous devons lire et comprendre Lénine dans le contexte de sa lutte contre l'économisme en 1902. Cela l'a conduit à utiliser certaines expressions qui se sont avérées confuses, comme il l'a reconnu plus tard et qu'il expliqua par le besoin de *redresser la barre*.

« Que faire ? *disais-je, redresse la barre tordue par les économistes (voir les procès-verbaux du deuxième Congrès du P.O.S.D.R. en 1903, Genève 1904), et c'est précisément parce que nous redressons énergiquement les déviations que notre 'barre' sera toujours bien droite. Le sens de ces mots ne prête pas à confusion :* Que faire ? *par la polémique, corrige l'économisme. Considérer le contenu de cette brochure en faisant*

abstraction de cette tâche serait erroné[39]*. »*

Tout d'abord, en ce qui concerne notre discussion actuelle sur la conscience de classe, nous nous référons à la reprise par Lénine de la thèse de Kaustky selon laquelle la conscience de classe ne peut portée que par les intellectuels bourgeois. En fait, elle est contredite par l'ensemble du texte, qui ne cesse d'insister sur la nécessité pour les *sociaux-démocrates* d'élever le niveau de conscience des travailleurs. Lénine s'est même senti obligé d'ajouter une note de bas de page à ce passage :

« Certes, il ne s'ensuit pas que les ouvriers ne participent pas à cette élaboration [de la conscience]. *(...) Or, pour que les ouvriers* y parviennent plus souvent*, il faut s'efforcer le plus possible* ***d'élever le niveau*** *de la conscience des ouvriers en général. »* (*Que faire ?*, Le culte du spontané, la *Rabotchaïa Mysl*, nous soulignons en gras)

Ensuite, en 1902, le prolétariat russe, tout comme le prolétariat international, venait tout juste de commencer à connaître et à répondre aux « nouvelles » conditions de la lutte des classes, imposées par le développement du capitalisme – en particulier sa centralisation croissante autour de l'État[40] – et ses contradictions : *« La grève de masse ne s'avère donc pas être un produit spécifiquement russe, issu de l'absolutisme, mais une forme universelle de la lutte de classe prolétarienne résultant du stade actuel du développement capitaliste et des relations de classe*[41]*. »*

Malgré notre discussion de l'autre jour, tu ne fais aucune référence à la *grève de masse*, c'est-à-dire aux conditions mêmes de la lutte des classes depuis plus d'un siècle maintenant. Elle renvoie à une autre dimension de la lutte nécessaire contre l'économisme moderne, c'est-à-dire selon nous le conseillisme. Celui-ci ne se limite pas à la simple réponse par oui ou par non à la question du Parti. Il s'étend à la sous-estimation de la dimension politique de la lutte des classes, non seulement dans une période révolutionnaire ou lors de mobilisations de masse – comme en février-octobre 1917 en Russie, ou plus près de nous en mai 1968 en France, en 1969 en Italie, ou en Pologne en 1980, etc. – mais aussi dans toute lutte quotidienne et limitée. Pour réagir et défendre « efficacement » leurs conditions de vie, c'est-à-dire pour établir un rapport de forces plus favorable avec le capital, les ouvriers doivent s'affronter politiquement aux diverses forces bourgeoises qui tentent d'empêcher le développement de la lutte et, lorsqu'elles n'y parviennent pas, s'y opposent et la sabotent « de l'intérieur ». Éviter ou sous-estimer cette lutte spécifique et ces dimensions des luttes ouvrières est tout autant de nature *conseilliste* ou *économiste*, que nier ou sous-estimer la nécessité du Parti communiste.

Les « nouvelles » conditions de la lutte des classes, clairement exprimées par la grève de masse de 1905 en Russie, se caractérisent notamment par le fait que la relation entre les dimensions économiques et politiques de la lutte prolétarienne devient plus claire et plus étroite. Rosa Luxemburg n'est pas la seule à le relever. Trotski, Pannekoek l'ont également souligné dans le débat sur la grève de masse au sein de la IIe Internationale. Lénine lui-même le fait, bien avant 1905 :

« Exiger que l'on 'donne à la lutte économique elle-même un caractère politique' traduit de la façon la plus frappante ***le culte de la spontanéité*** *dans le domaine de l'activité politique. Très souvent, la lutte économique revêt un caractère politique de façon* spontanée*, c'est-à-dire sans l'intervention de ce "bacille révolutionnaire que sont les intellectuels", sans l'intervention des social-démocrates conscients. »* (*Que faire ?*, note du chapitre Les révélations politiques et l'éducation de l'activité révolutionnaire)

Cette caractéristique de la grève de masse permet de définir plus précisément le lien entre les objectifs économiques et politiques, et par là même les revendications, de toute lutte de la classe ouvrière d'un point de vue révolutionnaire. Elle fournit le cadre de l'intervention des communistes dans toute lutte prolétarienne :

« Seuls les défenseurs de la bourgeoisie et de ses profits démesurés peuvent se moquer de ceux qui réclament une 'augmentation'. Les ouvriers, eux, savent que c'est précisément le caractère multilatéral *d'une grève qui a surtout le pouvoir d'attirer une foule de nouveaux participants, d'assurer une offensive vigoureuse, de susciter la sympathie de la société et de garantir le succès des ouvriers eux-mêmes que l'importance générale de leur mouvement*[42]*. »*

Aujourd'hui, pour que le prolétariat développe ses luttes, fasse grève ou manifeste dans les rues, face à la crise du capitalisme et, maintenant, aux sacrifices directs pour la préparation à la guerre, il doit assumer, prendre en charge, la confrontation politique pour l'orientation et la direction de chaque lutte, qu'elle soit locale et limitée, ou se généralisant, principalement – mais pas seulement – contre les forces bourgeoises en milieu ouvrier. La clé de toute lutte réside dans son extension et sa généralisation – *« d'attirer une foule de nouveaux participants »*, dit Lénine – afin d'imposer à la classe dirigeante un rapport de force aussi favorable que possible.

Bien sûr, l'orientation d'extension-généralisation doit être déclinée en fonction des situations locales et immédiates. Elle peut parfois même devenir dépassée et contraire aux intérêts des ouvriers et de la lutte elle-même, selon son développement et la dynamique immédiate des rapports de force entre les classes. Par

[39]. Lénine, Préface à *En douze ans* (https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1907/09/vil19070900.htm)

[40]. Ce que nous appelons *capitalisme d'État*.

[41]. Rosa Luxemburg, *La grève de masse, parti et syndicat*, (https://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/greve7.htm)

[42]. Lénine, *Grève économique et grève politique*, 1912, œuvres complètes, vol. 18, Éditions sociales – non disponible sur marxists.org

exemple, le mot d'ordre *Tout le pouvoir aux soviets* fut retiré par les bolcheviques entre juillet 1917 et le coup d'État de Kornilov en août 1917 – nous ne développons pas ici la question de la tactique. Ce que nous voulons souligner, c'est le caractère politique de toute lutte prolétarienne. Il en va de même pour une grève locale, où les communistes doivent appeler les prolétaires à généraliser en envoyant des délégations de masse aux travailleurs et aux entreprises voisines ; une fois que les possibilités réelles d'une telle extension sont épuisées, le mot d'ordre immédiat doit aussi être retiré. Tenir compte du renversement de la dynamique de toute lutte isolée ou générale et adapter les slogans et les orientations à ce revirement relève également de la responsabilité de l'avant-garde politique communiste du prolétariat, du parti.

3) En ce qui concerne la question de la conscience de classe, nous défendons l'idée qu'il existe deux dimensions principales de la conscience de classe sur lesquelles nous devons être clairs : la conscience de classe en tant que *conscience de classe* et la *conscience au sein de* (ou *dans*) *la classe*. Il s'agit là de sa dimension de « profondeur » et de sa dimension d'« extension » dans les rangs du prolétariat. Marx lui-même fit cette même distinction entre ces dimensions :

« Dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices (le machinisme et l'argent), — et, fait lié au précédent, il naît une classe qui supporte toutes les charges de la société, sans jouir de ses avantages, qui est expulsée de la société et se trouve, de force, dans l'opposition la plus ouverte avec toutes les autres classes, une classe que forme la majorité des membres de la société et ***d'où surgit la conscience de la nécessité d'une révolution radicale, conscience qui est la conscience communiste*** *(...) Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire* ***pour la création en masse de cette conscience communiste****, comme aussi pour mener la chose elle-même à bien; or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une révolution; cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. »* (*L'idéologie allemande*[43], nous soulignons)

La dimension profondeur, la *conscience communiste* selon Marx, est, pour la présenter grossièrement, le programme, la théorie et les principes, et même les tactiques du parti. Il s'agit d'un processus continu, développé et matérialisé par le parti, ou par les minorités des groupes et fractions communistes. S'il est produit « historiquement » par le prolétariat international grâce à ses luttes de classe quotidiennes et révolutionnaires, il est synthétisé et matérialisé par le parti ou les groupes communistes. Il leur incombe de « renvoyer cette conscience de classe » à la classe ouvrière, dans ses rangs, par leur intervention décidée envers l'ensemble de la classe. Si cette tâche est permanente et nécessite un effort quotidien volontaire, elle a plus d'écho et ouvre plus de potentialités lorsque le prolétariat dans son ensemble, ou des fractions importantes de celui-ci, lutte en masse.

La dimension extension est principalement déterminée par la dynamique des luttes de masse et, en particulier, par la capacité du prolétariat, d'abord par une minorité, à assumer ouvertement la confrontation politique avec *les forces bourgeoises en milieu ouvrier*. Bien sûr, l'intervention du parti ou des révolutionnaires au sein de la classe est à la fois un facteur et un produit de cette extension de la conscience de classe parmi les prolétaires. Précisément parce que le parti et les groupes communistes – parfois même les communistes en tant que militants individuels – font partie intégrante du prolétariat, de ses fractions minoritaires « d'avant-garde », qu'elles soient reconnues comme telles par les ouvriers ou non. Ils le sont parce qu'ils matérialisent la dimension profondeur de la conscience de classe – qu'ils réussissent à le faire correctement ou non, efficacement ou non, est une autre question.

La relation entre la *conscience de classe*, en tant que facteur historique, et *l'extension de cette conscience de classe parmi les rangs prolétariens* trouve son expression la plus élevée lorsque le prolétariat adopte et concrétise les mots d'ordre du parti, tels que ceux de l'insurrection ouvrière et de la dictature du prolétariat.

4) Abordons maintenant, encore une fois de manière sommaire, un aspect de la question du rapport entre le parti et la classe. Tu parles *« de la formation des militants* [qui est] *une tâche très complexe, qui comprend la formation d'une conscience révolutionnaire de classe. »* En reprenant aujourd'hui l'affirmation historique, c'est-à-dire relative, de Lénine selon laquelle *« le travailleur* 'doit avoir une image claire dans son esprit de la nature économique et des caractéristiques sociales et politiques du propriétaire foncier et du prêtre'*... »*, tu sembles réduire le développement de la conscience de classe à des processus individuels, ce qui, si tel est le cas, est cohérent avec la conception éducative – académique – de la formation des militants que tu nous exposes. Notre interrogation sur une vision différente de la nôtre se renforce lorsque tu écris *« que nous devons être en contact étroit avec notre classe, travailler en son sein, nous ne pouvons pas nous en détacher, nous devons l'aider à atteindre le niveau de conscience de classe révolutionnaire. »*

[43]. https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000d.htm

Cette conception du « contact étroit avec notre classe » ou de « l'enracinement dans la classe » peut être ambiguë et recouvrir deux conceptions et pratiques différentes de l'intervention des révolutionnaires au sein de la classe. Comment comprendre ce contact étroit avec la classe ? Est-il principalement ou exclusivement « physique » ? Le parti ou le groupe politique cherche-t-il à « gagner » des militants sur le lieu de travail un par un, voire à « établir artificiellement » des membres dans les usines et les lieux de travail ? Ou est-il avant tout politique, c'est-à-dire qu'il consiste à assumer et à développer le combat pour la direction politique des luttes, aussi modestes et limitées soient-elles ? En mettant en avant la nécessité que les luttes soient aussi efficaces que possible, parallèlement et en complément de l'intervention générale du parti sur le terrain de la « propagande », en exposant et en dénonçant toutes les dimensions de l'exploitation de classe du capitalisme, *bien au-delà – en dehors – de la relation isolée entre travailleurs et employeurs ?*

Quelle est l'expérience historique du mouvement ouvrier ? Le meilleur exemple et la meilleure expérience sont le rapport que le parti bolchevique a su établir avec l'ensemble du prolétariat, à commencer par ses fractions les plus combatives, de février à octobre 1917. La capacité des bolcheviques à diriger politiquement le prolétariat jusqu'à la réussite de l'insurrection d'octobre tenait à leur capacité à proposer des mots d'ordre et des orientations correspondant aux différentes batailles de classe que le prolétariat a dû mener tout au long de ce processus de grève de masse. Ainsi, leur « enracinement » dans la classe, leur influence directe croissante, le nombre croissant de membres et de travailleurs sympathisants et partisans du parti, n'étaient pas dus à leur « recrutement » et à la formation « académique » de militants individuels, un par un, mais à leur capacité politique à comprendre le cours des événements, leurs tournants, leurs hauts et leurs bas, et à être en première ligne, c'est-à-dire avant tout ligne politique, de la confrontation massive entre les classes ; en fait, en assumant avec succès le rôle de direction politique. Les *Thèses d'avril* 1917, écrites par Lénine le jour même de son retour en Russie, illustrent bien la relation *dialectique* à développer entre le parti et la classe.

Bien sûr, cette vision générale de la relation entre le parti et la classe ne peut être cohérente si l'on ne comprend pas comment se développe la lutte des classes à notre époque, dont la principale caractéristique est – au risque de nous répéter et de donner l'impression d'en faire un fétiche – la *grève de masse* si bien décrite par Rosa Luxemburg, et dont le meilleur exemple historique est le processus qui s'est déroulé de février à octobre 1917.

5) Nous relevons également que tu ne mentionnes pas les syndicats, ni te prononces sur leur caractère de classe aujourd'hui et tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier. Tu sais certainement que nous défendons que les syndicats étaient autrefois des organes de classe unitaires – regroupant tous les travailleurs sur les lieux de travail pour la lutte – au XIXe siècle jusqu'à, encore une fois, la Première Guerre mondiale. Et que nous défendons l'idée qu'ils ont été définitivement intégrés, progressivement mais assez rapidement, dans l'État capitaliste, après leur trahison de l'internationalisme en 1914 jusqu'aux années 1930. Ils sont aujourd'hui des organes **politiques** à part entière de la bourgeoisie contre les prolétaires et leurs intérêts de classe. Avec les partis bourgeois de gauche et gauchistes, les syndicats font partie intégrante de ce que nous avons appelé plus haut les *forces bourgeoises en milieu ouvrier*.

Certains pensent que, bien qu'ils soient contre-révolutionnaires à notre époque, ils peuvent encore jouer le rôle de « médiateurs » entre le prolétariat et la classe dominante pour la défense des intérêts économiques des travailleurs, principalement les salaires. Nous nous opposons à cette conception, qui est ouvertement contredite par la réalité, en particulier en période de préparation à une guerre généralisée – le New Deal et le Front populaire dans les années 1930, par exemple, et aujourd'hui. Bien sûr, notre compréhension du phénomène de la grève de masse nous rend encore plus convaincus de notre position sur les syndicats en tant qu'**organes politiques à part entière de l'État**, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas « entre les classes » ou des « médiateurs » d'aucune sorte entre les intérêts de classes antagonistes. Ils sont totalement bourgeois, quelle que soit la conscience individuelle et « l'honnêteté » des délégués ou des membres de base des syndicats.

Nous devrions en rester là. Il y aurait plusieurs autres questions à soulever pour vérifier l'étendue de nos accords et désaccords. Par exemple, nous n'adoptons pas l'étiquette « léninisme » parce qu'elle a été créée et développée par la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline, après la mort de Lénine, pour s'opposer à Trotski et l'éliminer. Ainsi, si tu jettes un œil aux *Fondements du léninisme*, écrits par Staline en 1924, le léninisme devient un dogme et un fétiche, étiquette sous laquelle l'opportunisme a commencé à régner sur le parti et l'ensemble de l'Internationale. (...)

Salutations internationalistes,

le GIGC, Septembre 2025

Histoire du mouvement ouvrier

Introduction à la brochure La tactique du Comintern de 1926 à 1940

Nous avons décidé de reprendre sous forme de brochure le texte sur *La tactique du Comintern* (l'Internationale communiste) que la revue du Partito Comunista Internazionalista, *Prometeo*, publia dans plusieurs de ses numéros de 1946 et 1947. Vercesi – Ottorino Perrone – qui le rédigea, fut un membre éminent du Parti communiste d'Italie dès sa fondation à Livourne en 1921, puis de la Fraction de gauche qui en fut exclue en 1926. Exilé à Bruxelles, il fut un des principaux animateur de la revue de la Fraction en français *Bilan*[44] des années 1930, puis d'*Octobre* à partir de 1938[45]. Au sortir de la guerre en 1945[46], il adhéra au Partito. Celui-ci venait de se constituer en Italie à la suite des grèves ouvrières du nord éclatant au printemps 1943. Elles avaient précipité la destitution de Mussolini par la bourgeoisie italienne, qui désirait aussi se dégager de son alliance avec l'Allemagne nazie suite aux défaites militaires de Stalingrad et des forces germano-italiennes en Tunisie. C'est donc en tant que membre du parti qu'il réalisa ce qu'il présente lui-même comme une « étude ».

À notre connaissance, ce texte ne fut jamais traduit en français. Il est en anglais sur le site du groupe « bordiguiste » qui publie *The International Communist Party* aux États-Unis et *Il Partito Comunista Internazionale* en Italie[47]. Nous l'avons « découvert » suite à sa traduction en espagnol par le groupe Barbaria[48]. Cette découverte et traduction tardives manifestent en elles-mêmes une faiblesse – un manque – dans l'indispensable réappropriation historique non seulement de notre propre groupe mais aussi du camp prolétarien d'aujourd'hui, du moins en langue française. Nous avons donc décidé de le publier dans notre revue en reprenant les versions espagnole et anglaise disponibles et de le traduire en français à partir de ces dernières. La reproduction du texte commença dans *Révolution ou guerre* #25 jusqu'au numéro 31 – à l'exception du numéro 30 du fait de l'actualité et nos priorités d'intervention.

Malheureusement, il faut reconnaître que notre traduction dans la revue n'est pas très bonne d'autant que les versions espagnole et anglaise à notre disposition comportent des erreurs, des incompréhensions d'ordre politique et même des contre-sens. Dans l'urgence et la précipitation, nous avons négligé la précision et la vérification des traductions. La version française que nous publions dans cette brochure diffère donc de celle publiée dans notre revue et, nous l'espérons, l'améliore.

Pourquoi estimons-nous ce texte important au point de dédier des efforts conséquents pour le faire connaître ? Et pourquoi pensons-nous que sa méconnaissance, du moins en langue française, est une faiblesse du camp prolétarien dans le combat pour la « réappropriation historique » du mouvement ouvrier et communiste ? D'abord parce qu'il retrace tout un pan de l'histoire du mouvement ouvrier du point de vue de la Gauche communiste, c'est-à-dire du point de vue de classe, qui est devenu relativement méconnu par les jeunes, et malheureusement très souvent aussi des moins jeunes générations. Ensuite, parce qu'il illustre comment il est non seulement indispensable, mais aussi possible, de maintenir sans férir les principes marxistes et de classe et de les décliner sous forme d'orientations et mots d'ordre politiques aussi dans les périodes de recul historique, y compris de contre-révolution. Bref de maintenir une activité et intervention « de parti » même lorsque les forces communistes et leur écho sont ultra-minoritaires, même lorsqu'elles en sont réduites à n'être que des petits groupes, voire des cercles isolés, même lorsque leur intervention semble ne pas pouvoir rencontrer de succès immédiat[49]. En ce sens, ce texte complète, voire fait partie des textes programmatiques propres à la Gauche d'Italie, tels les thèses de Rome et de Lyon pour ne citer que celles-ci. Il illustre leur déclinaison du plan théorique au plan politique, ou encore leur concrétisation politique et militante, dans le cours même de la lutte des classes des années 1920 et 1930.

L'isolement international de la Révolution russe

Le chapitre sur *La question russe* fournit des éléments

[44]. cf. la présentation de *Bilan* sur le site archivesautonomies par P. Bourrinet : https://archivesautonomies.org/spip.php?article5129

[45]. *Ibidem*, https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique547

[46]. Nous laissons de côté ici la période de la guerre, 1939-1945, qui voit la fraction quasi disparaître, puis se reconstituer partiellement en France à partir du noyau de Marseille.

[47]. Sa revue en français, *La Gauche communiste*, fut publiée jusqu'en 1997. Le texte de Vercesi en anglais : http://www.international-communist-party.org/English/Texts/46CominTact.htm.

[48]. https://barbaria.net/2023/01/09/vercesi-la-tactica-de-la-komintern-de-1926-a-1940/.

[49]. Il convient ici de relever que Vercesi, ou plutôt sa contribution, vient à l'encontre de sa propre attitude durant la guerre, essentiellement passive avec l'argumentation que le prolétariat battu n'existait plus et qu'il fallait attendre la fin de la guerre. Elle vient par contre légitimer la reconstitution des liens et le maintien de la Fraction sous l'occupation allemande à partir de Marseille. Celle-ci n'hésita pas à intervenir dans la classe par voie de tracts internationalistes – en particulier au moment de la « Libération », c'est-à-dire au moment où le chauvinisme le plus crasse explosait, exacerbé par les « à chacun son boche » du PCF. Et cela au risque d'être assassinés par ses milices.

historiques sur l'évolution du cours révolutionnaire en Russie permettant au lecteur de 2025, qui ne connaîtrait pas bien l'histoire de la Révolution russe, de s'y retrouver quelque peu. Néanmoins, peut-être est-il nécessaire de faire un rapide rappel historique des années qui suivent la Révolution russe de 1917. Après celle-ci tous les révolutionnaires, au premier rang le parti bolchevique, savaient que la révolution en Russie ne pourrait survivre qu'à la condition que la révolution s'étende internationalement, à commencer par l'Europe. La vague révolutionnaire internationale qui précipita la fin de la guerre impérialiste, telle la grève de masse de centaines de milliers d'ouvriers en Autriche et en Allemagne en janvier 1918 – deux mois après l'insurrection russe et en pleine guerre –, parcourut tous les continents, jusqu'à l'Amérique du nord et du sud – la grève de masse de Winnipeg au Canada ou encore la *Semaine tragique* en Argentine, les deux en 1919. Malheureusement, la révolution prolétarienne ne s'étendit pas et la Russie révolutionnaire resta isolée malgré plusieurs tentatives, celles de janvier 1919 à Berlin, suivie d'autres en Allemagne, ou encore l'éphémère révolution en Hongrie de mars à août 1919 et les grèves ouvrières massives d'occupation des usines de 1919-1920 en Italie. Ce fait, en soi, rendait impossible l'émergence du communisme dans le pays, qui ne peut être instauré qu'après la disparition du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale. « Le socialisme dans un seul pays » est impossible. Il est une aberration et une abomination du point de vue théorique « marxiste » et une trahison du point de vue des principes de classe, celui de l'internationalisme prolétarien en particulier. L'absence d'extension de la révolution renforça d'autant plus l'action des forces de la contre-révolution **internationale** en Russie même. L'ensemble des grandes puissances impérialistes poussèrent, favorisèrent, reconstituèrent, armèrent et soutinrent – quand elles n'intervinrent pas elles-mêmes directement – les armées blanches constituées à partir des restes de l'armée tsariste. Il en résulta une guerre civile effroyable et dévastatrice et une situation catastrophique en Russie après sept ans de destruction et de guerre quasi ininterrompues. En 1920-21, la guerre civile se terminant sur la victoire de l'armée rouge, la famine est générale en Russie. Des révoltes paysannes et des grèves ouvrières, à Petrograd en particulier, auxquelles succéda la révolte de Cronstadt[50], éclatèrent dans tout le pays. C'est dans ces conditions que le parti bolchevique adopta la Nouvelle Politique Économique (NEP)[51]. Pour Lénine, toujours fidèle aux principes de l'internationalisme prolétarien et du communisme, le problème de la Russie prolétarienne restait le même : *« tant que la révolution n'a pas éclaté dans d'autres pays, il nous faudra des dizaines d'années pour nous en sortir[52]. »*

En 1926 où commence l'historique du Comintern qui suit, même si la NEP a permis à la production russe de retrouver ses niveaux de… 1913 et en particulier de nourrir la population, la situation économique continue à rencontrer de grandes difficultés. Dans le même temps, et alors que les menaces prolétariennes ont reculé[53], le capitalisme international sort des difficultés propres à l'après-guerre, telles la démobilisation de millions de soldats et la ré-adaptation des appareils de production à une situation de paix. L'Internationale communiste analyse alors que la situation du capitalisme s'est « stabilisée » et que la perspective révolutionnaire en est repoussée d'autant.

La prolongation de l'isolement international de la Russie prolétarienne, l'attente chaque fois déçue de l'extension révolutionnaire, ne pouvait que provoquer et exacerber toujours plus des contradictions. Il en est deux en particulier qui sont du même ordre : en Russie même, celle entre les intérêts immédiats du prolétariat et des masses frappés par la misère et la famine d'un côté et l'État nouvellement et difficilement établi en charge de la « cohésion minimale » de la société de l'autre… et qu'il fallait maintenir à tout prix dans l'attente du succès d'une insurrection ouvrière dans un autre pays ; à l'échelle mondiale, celle entre les intérêts du prolétariat international, lutter contre sa propre bourgeoisie, et ceux de ce même État, celui des soviets, contraint à des concessions, économiques d'abord, puis politiques, avec les États impérialistes, en l'absence d'extension révolutionnaire internationale.

---

[50]. Il nous semble opportun ici de rappeler non pas tant la position prise, mais l'approche méthodologique que la Fraction de Gauche d'Italie adopta quant à la tragédie de Cronstadt : « *Les premières victoires frontales obtenues par les bolcheviks (Makhno et Cronstadt) à l'égard de groupes agissant au sein du prolétariat furent réalisées aux dépens de l'essence prolétarienne de l'organisation étatique. Assaillis de mille dangers, les bolcheviks ont cru qu'il fallait procéder à l'écrasement de ces mouvements et considérer que le prolétariat pouvait alors enregistrer des victoires* ***parce que*** *la direction des mouvements appartenait aux anarchistes ou bien parce que la bourgeoisie guettait l'occasion pour se représenter à nouveau dans sa lutte contre l'État prolétarien. Nous ne voulons pas dire ici que l'attitude bolchevique aurait dû être obligatoirement opposée à celle qui fut appliquée, les éléments de fait nous manquant à ce sujet, mais nous voulons seulement marquer la* ***tendance*** *qui s'y affirme et qui devait plus tard se déclarer ouvertement par la dissociation des masses et de l'État devenant un organisme subissant de plus en plus des lois qui devaient l'éloigner de la fonction révolutionnaire de l'État prolétarien. » (Bilan #*19, Parti, État, Internationale, 1935).

[51]. Wikipedia propose une présentation rapide de la NEP qui peut aider le lecteur : https://fr.wikipedia.org/wiki/Nouvelle_politique_%C3%A9conomique

[52]. Lénine, Rapport sur la substitution de l'impôt en nature aux substitution, 10e congrès du Parti communiste (bolchevique) russe, mars 1921, https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1921/03/d10c/vil19210300-06c10.htm

[53]. Pour ce qui est de la France, l'échec des grèves de 1920, celle des cheminots de mai 1920 en particulier, brise la dynamique ouvrière dans le pays et les faillites successives des tentatives insurrectionnelles en Allemagne viendront encore l'accentuer tout comme la confusion, pour dire le moins, politique et programmatique qui régnera dans le parti communiste français dès sa constitution.

Évidemment, ces contradictions eurent leurs reflets plus ou moins directs au plan politique au sein du parti bolchevique et de l'Internationale. En Russie, la fraction dite de Boukharine de janvier à mai 1918, l'Opposition ouvrière en 1919, le groupe de Centralisme démocratique – ou encore dit « décistes » –, en sont les plus marquants. La première s'opposa à la signature du traité de paix de Brest-Litvosk avec l'Allemagne (février 1918). La seconde s'éleva contre les effets sur les conditions de travail, en fait l'exploitation accrue faite aux ouvriers pour assumer la production pour les besoins de la guerre civile. Le troisième critiqua la bureaucratisation du parti et des soviets[54] et ses effets sur la « démocratie » en leur sein. De plus, la situation catastrophique et désespérée de la Russie eut aussi comme conséquence une division du parti russe telle que son 10e congrès de 1921, celui-là même qui adopta la NEP, prit la décision d'interdire les fractions en son sein. Après la répression sanglante de Cronstadt, cette interdiction des fractions marqua de fait un pas important dans l'involution de la vie politique au sein du parti russe et de l'Internationale.

C'est avec plus de retard que les contradictions que nous avons mentionnées précédemment, entre intérêts du prolétariat international et de l'État en Russie, se reflétèrent dans l'Internationale. Les deux premiers congrès, 1919 et 1920, s'étaient concentrés sur l'établissement des positions programmatiques de l'IC et sur la rupture avec la 2e Internationale et la sociale-démocratie sous toutes ses formes dans la perspective de l'éclatement de la révolution dans d'autres pays. Le troisième et quatrième congrès commencèrent à exprimer la prise en compte du report de la perspective révolutionnaire immédiate et de la « stabilisation » du capitalisme. Dans ces conditions, pour tous au sein de l'IC, il s'agissait d'établir une position d'attente, ou ligne de défense, arc-boutée sur le maintien de la dictature du prolétariat en Russie jusqu'à la réactivation de la dynamique révolutionnaire internationale. Cette situation, si elle devait perdurer, et elle perdura, ne pouvait tôt ou tard que faire diverger les intérêts du prolétariat international, passant par le développement de la lutte de classe international contre chaque bourgeoisie nationale, et les intérêts de l'État dit prolétarien, à la recherche aussi de la stabilisation de la situation économique dans la Russie isolée, en particulier par l'établissement de relations économiques et politiques avec les puissances capitalistes.

Dès le troisième congrès, apparaît la tactique du front unique. Elle vise à établir des alliances avec la sociale-démocratie que les deux premiers congrès avaient pourtant clairement dénoncée comme étant devenue une force contre-révolutionnaire – ce qui avait été largement vérifié par sa répression sanglante du prolétariat en Allemagne et, en particulier, les assassinats délibérés de Rosa Luxemburg et de Karl Liebneckht. Cette tactique essaie de donner une réponse au recul de la perspective révolutionnaire internationale et à l'isolement prolongé de la Russie. Elle vise à desserrer l'étau international qui s'exerce sur l'État du prolétariat en tentant d'élargir les soutiens politiques à la Russie dans les autres pays. Mais, cette nouvelle tactique est une réponse d'ordre opportuniste dans la mesure où elle fait une concession de principe et, de fait, freine et diverge avec le développement et le succès des luttes ouvrières en Occident.

Deux Gauches s'opposèrent à cette tactique défendue par Lénine et Trotski : la Gauche germano-hollandaise, le KAPD allemand, et le Parti communiste d'Italie dirigé alors par la Gauche derrière la figure de Bordiga. La première[55] fut amenée très rapidement à remettre en cause le caractère prolétarien de la révolution russe, comprise comme une révolution bourgeoise du fait de l'arriération économique de la Russie. Mais, c'est surtout la Gauche d'Italie qui s'éleva contre la politique de front unique – et aussi contre la participation électorale et le parlementarisme – au sein de l'Internationale. En continuité avec l'opposition au front unique, la Gauche d'Italie s'opposa et critiqua la formule de « gouvernement ouvrier » en lieu et place de « dictature du prolétariat », la première portée par le parti allemand, le KPD, et soutenue par l'Internationale. Cette confusion opportuniste entre les deux mots d'ordre eut des conséquences catastrophiques en Allemagne jusqu'à l'insurrection d'Hambourg en 1923. En outre, l'opposition au front unique et sa fidélité à la critique de l'Internationale (cf. les thèses du 1er congrès sur la démocratie) de la démocratie bourgeoise amena la Gauche d'Italie à rejeter toute alliance anti-fasciste au nom de la défense de la démocratie tout en opposant une ligne de classe face à Mussolini.

La maladie de Lénine à partir de 1922 et sa mort en janvier 1924 correspondirent au surgissement au sein de la direction du parti d'une « troïka » composée – secrètement dans un premier temps – de Zinoviev, Kamenev et Staline, et dont l'objet était d'écarter Trotski. Elle exprimait en grande partie le poids toujours plus grand de la bureaucratie qui s'identifiait à l'État et visait à s'imposer contre tout ce qui tendait à s'y opposer – au premier chef le prolétariat en tant que classe. À cette époque, Zinoviev président de l'IC lance la campagne opportuniste dite de « bolchevisation » des partis com-

[54]. Nous ne pouvons pas ici revenir sur nos positions critiques sur ces oppositions, y compris la deuxième qui correspondait à une réaction clairement prolétarienne, dans le cadre de ce texte

[55]. Nul doute que l'exclusion inique de la gauche au sein du parti communiste allemand, le KPD, par la direction dès août 1919 au congrès d'Heidelberg et qui fut critiquée par l'Internationale et Lénine, ne pouvait que favoriser la confusion et le gauchisme, au sens premier du terme, au sein de ces forces qui formèrent le KAPD.

munistes qui fut adoptée par le 5e congrès (1924) et à laquelle la Gauche d'Italie s'opposa. Outre la substitution des sections du parti sur une base géographique par les « cellules d'entreprise » qui se base, de fait, sur l'usine, voire la corporation, la bolchevisation s'accompagnait d'une pratique disciplinaire face à toute opposition, telle l'interdiction des fractions, en lieu et place de la confrontation politique ouverte, ce qui ne pouvait qu'affaiblir l'unité politique réelle du parti et nuire à sa vie politique interne[56].

C'est tout naturellement que les oppositions de gauche, y compris la Gauche d'Italie qui est déjà de fait une fraction – formellement constituée en 1928 à Pantin, dans la banlieue de Paris –, voient dans Trotski la figure qui peut incarner et cristalliser l'émergence d'une opposition de gauche conséquente au sein de l'Internationale et autour du rejet du « socialisme en seul pays » – que Staline commence à introduire dès 1924 – et pour la défense de l'internationalisme prolétarien. Pour autant, il est déjà clair que Trotski et la Gauche d'Italie n'ont pas les mêmes positions sur le front unique, la participation électorale et sur la réalité du caractère « socialiste » de l'économie russe.

Réappropriation historique

La contribution de Vercesi revient donc sur toute l'expérience qui va de 1926 à 1940 ; c'est-à-dire la période qui suit la fin de la vague révolutionnaire internationale de 1917 à 1923 que nous avons grossièrement et imparfaitement résumée précédemment. La « périodisation », marquée par les chapitres, de l'entre-deux guerres est utile pour comprendre le processus même de la dégénérescence de l'IC en parallèle à la succession de défaites chaque fois plus profondes et sanglantes que le prolétariat international connaît – le plus souvent du fait de l'IC elle-même, de ses erreurs, puis de ses trahisons. Le texte permet de rappeler ou de faire connaître le combat mené par la Gauche d'Italie contre la dégénérescence de l'IC et des partis communistes ; combat qui diffère très vite, puis s'oppose ensuite, à celui mené par Trotski et l'Opposition de gauche. À la différence des autres gauches communistes, tout particulièrement de la Gauche germano-hollandaise, la Gauche d'Italie « ne jette pas le bébé avec l'eau sale du bain ». Elle ne rejette pas le caractère prolétarien de la Révolution russe d'octobre 1917[57] du fait des difficultés liées à la guerre civile et à l'isolement de la Russie prolétarienne ; ou du fait de la dégénérescence opportuniste au sein de la Russie de la dictature de classe, du parti bolchevique et de l'IC dans un second temps ; ou encore du fait de la contre-révolution stalinienne dans un troisième.

Les chapitres relèvent très clairement les principales batailles et défaites que le prolétariat international et ses fractions politiques de gauche subissent jusqu'à 1940 et la guerre. Ils montrent comment l'IC devient toujours plus le principal agent du recul historique du prolétariat, de ses défaites, puis de la préparation à la guerre. ***La période du « comité anglo-russe »*** qui correspond à la grève en masse en Grande Bretagne de 1926, voit le Comintern (l'IC) appeler le prolétariat dans le pays à se ranger derrière la direction syndicale des trade-unions et ainsi favoriser l'échec du mouvement. Ensuite, ***La question russe*** revient sur la défaite de l'Opposition de gauche et de son dirigeant international le plus éminent, Trotski, au sein du parti bolchevique russe face au stalinisme en 1927 – rappelons ici que la plupart des oppositions de gauche et la Gauche d'Italie elle-même sont exclues dès 1926 de l'IC et des partis communistes. ***La question chinoise*** expose la tragédie du prolétariat révolutionnaire en Chine en 1927 du fait de la politique opportuniste de l'Internationale. On peut dire aujourd'hui que le massacre de l'insurrection de Shanghai et du prolétariat chinois marque le dernier acte, sanglant, de la vague révolutionnaire internationale que la Révolution russe avait entamée et déclenchée en 1917.

La période qui suit la fin de la vague révolutionnaire et qui va jusqu'aux grèves de mai-juin 1936 en France et en Belgique, et à la Guerre d'Espagne, est moins connue. Les tactiques et mots d'ordre adoptés par l'IC au cours de ces années marquent bien le tempo et le processus historique en cours entre la bourgeoisie et le prolétariat. La contribution de Vercesi montre comment il y eut deux moments : le premier où l'IC, après avoir adopté la théorie du « socialisme en un seul pays » et ainsi trahi le principe de l'internationalisme prolétarien avance la tactique dite de « ***l'offensive et du social-fascisme*** » de 1929 à 1934. Cette période est celle ou, sous couvert d'un langage de gauche, voire gauchiste, « classe contre classe », l'IC fait de la social-démocratie l'ennemi principal et participe de la montée du nazisme en Allemagne – dernier acte de la défaite

[56]. *« Un autre aspect de la bolchevisation est qu'elle considère la centralisation disciplinaire complète et l'interdiction sévère du fractionnisme comme une garantie certaine de l'efficacité du parti. (...) En réalité, cette garantie n'existe pas et tout le problème est posé de façon inadéquate. (...) Les partis communistes doivent réaliser un centralisme organique qui, avec le maximum possible de consultations de la base, assure l'élimination spontanée de tout regroupement tendant à se différencier. On ne peut obtenir cela à coups de prescriptions hiérarchiques formelles et mécaniques mais, comme le disait Lénine, par une juste politique révolutionnaire. Ce n'est pas la répression, mais la prévention du fractionnisme qui est un aspect fondamental de l'évolution du parti. »* (Thèses de Lyon présentées par la Gauche du PC d'Italie à son 3e congrès, 1926)

[57]. Ce n'est que plus tard, dans les années 1950, et après la scission du Partito Comunista Internazionalista en 1952 entre « bordiguistes » et « daménistes », que Bordiga élabora sa thèse de la Révolution russe comme révolution « double », prolétarienne et bourgeoise à la fois – bourgeoise de par la supposée nécessité de développer le capitalisme dans la Russie arriérée. Ne serait-ce que sur ce point, Bordiga rompt avec la tradition et le fil des positions élaborées par la Gauche d'Italie.

définitive du prolétariat allemand et première ouverture du cours vers la guerre impérialiste généralisée – jusqu'à parfois appeler à faire grève au côté des nazis ! Une fois le fascisme et le stalinisme, formes extrêmes de la contre-révolution internationale, solidement installés en Allemagne et en Russie, ***La Tactique de l'antifascisme et du Front Populaire*** de 1934 à 1936 marque l'avant-dernier pas, celui de la défaite définitive du prolétariat des pays occidentaux « démocratiques », en France et Belgique en particulier, avant ***La guerre d'Espagne, prélude à la Seconde Guerre impérialiste mondiale*** de 1936 à 1940.

En exposant et dénonçant les différentes tactiques adoptées par l'IC face aux événements et le rôle actif qu'elles ont joué dans l'avancée de la contre-révolution et le déchaînement de la guerre généralisée, le texte expose « en miroir » l'alternative de classe et les orientations que la Gauche d'Italie fut la seule à véritablement avancer à chaque étape du cours historique menant de 1926 à 1940. Contrairement à ce que d'aucuns seraient tentés de croire, quand ils n'en font pas une théorie en soi, pour les révolutionnaires l'heure n'était pas au simple repli sur soi pour tirer le bilan de la vague révolutionnaire et de l'expérience russe « en chambre » en attendant le retour du prolétariat sur l'avant-scène de l'histoire. Les communistes ne pouvaient être indifférents au sort de leur classe dans la pire des périodes qui venait. Le texte de Vercesi nous enseigne que l'ampleur et la profondeur de la contre-révolution auraient pu être limitées par l'action même du prolétariat sous la direction des fractions de gauche de l'IC ; c'est-à-dire en reprenant ou adoptant leurs orientations et mots d'ordre immédiats, loin des aventures gauchistes que proposaient le trotskisme d'alors et d'autres oppositions de gauche. L'issue dans la guerre généralisée n'était pas inéluctable. Les mots d'ordre et orientations spécifiques que la Gauche d'Italie avançait auraient pu permettre de dresser des lignes de défense rassemblant les masses les plus combatives du prolétariat – elles étaient encore nombreuses jusqu'au milieu des années 1930 comme le montrent « l'insurrection de Vienne » en Autriche en 1934, les grèves françaises et belges de 1936 et l'insurrection ouvrière dans les principales villes espagnoles contre le coup d'état franquiste de juillet 1936. Maintenues et unies sur leur terrain de classe, sur des revendications élémentaires d'ordre économique, voire politique, l'ampleur et la profondeur du recul historique eut été moindre. Le prolétariat international aurait pu se positionner sur une ligne de défense et d'attente entravant d'autant la « solution » capitaliste au drame historique : la guerre ; et en préservant la condition centrale pour la relance de son combat révolutionnaire : son unité de classe.

En ce sens, loin de se situer sur une position gauchiste ou aventuriste comme Trotski, qui voyait en 1936 la révolution à l'ordre du jour en France et en Espagne après avoir prôné l'entrisme dans les partis socialistes (!), la Gauche d'Italie essayait, et réussit selon nous, à assurer une ligne politique tactique en lien et cohérence avec les principes de classe – l'internationalisme, la dictature du prolétariat et l'unité même de la classe mise à mal par le stalinisme et la contre-révolution. L'unité de classe fut tout autant bafouée par le stalinisme que par le trotskisme – malheureusement y compris par le KAPD, ancêtre de la Gauche germano-hollandaise – comme l'illustre tout particulièrement les positionnements des uns et des autres sur la question syndicale, en particulier sur la scission syndicale. Nous y revenons ci-après.

Réappropriation théorico-politique

Mais ce serait passer à côté des enseignements politiques profonds de la contribution que d'y voir un texte d'intérêt uniquement historique. Il ne s'agit pas non plus de réduire cette contribution à un simple moyen de justification post-festum du combat de la Gauche communiste d'Italie pour légitimer sa revendication aujourd'hui.

L'« historique » de toute la période souligne un point de rupture fondamentale d'ordre principiel dans l'évolution de l'État de la dictature du prolétariat en Russie et, en conséquence, de l'IC qui est, bien souvent, sous-estimée ou ignorée par une grande partie des forces du camp prolétarien, voire de la Gauche communiste elle-même. Cette rupture s'opère entre la tactique opportuniste du front unique adoptée dès le 3e congrès de l'IC en 1921 et largement confirmée au 4e en 1922 et la tactique adoptée lors de la grève générale au Royaume Uni avec le « comité anglo-russe ». Entre les deux, a lieu l'échec, dramatique et pitoyable à la fois, de l'insurrection allemande de 1923[58] – en fait il s'agissait plus d'un putsch aventuriste que d'une véritable insurrection prolétarienne. Nul doute que cette lamentable aventure, menée et décidée à la fois par la direction du parti allemand et l'Internationale comme un tout, vient clore et surtout sanctionner la faillite – du point de vue du prolétariat – de la tactique opportuniste du front unique et des « gouvernements ouvriers », que la Gauche d'Italie fut seule à combattre **au sein** de l'Internationale :

« Entre le Front Unique et le Comité Anglo-Russe, la rupture est sans équivoque, brutale. Le premier s'inscrit dans le cadre des termes classiques de l'antagonisme capitalisme-prolétariat (le prolétariat agissant à travers le parti de classe et l'État révolutionnaire). (...) Le Comité anglo-russe, est dans le cadre de la formule de Boukharine, qui affirme que sa justification réside dans la défense des intérêts diplomatiques de l'État russe. Diplomatiques, parce qu'il ne s'agit pas d'une ba-

[58]. Plus souvent connue comme « l'insurrection d'Hambourg ».

taille militaire limitée à des événements ponctuels, mais d'un processus politique global. L'approche programmatique ne se situe plus dans le cadre « capitalisme-prolétariat », mais dans celui de « État capitaliste-État soviétique. »

Loin de réduire la montée de la contre-révolution en Russie et la dégénérescence de l'Internationale à un « méchant Staline avide de pouvoir », quand il ne s'agit pas de Lénine lui-même, la mise en évidence de ce point de rupture a le mérite d'une part de rejeter toutes les critiques « pseudo-radicales », souvent d'ordre conseilliste pour ce qui a trait au camp prolétarien, qui voient dans le parti bolchevique l'origine et le facteur de la dégénérescence. Mais surtout, elle pose de manière critique la question théorique, et y répond au moins en partie, du rapport entre l'État de la dictature du prolétariat et de la période de transition du capitalisme au communisme d'une part et le prolétariat international et son devenir révolutionnaire de l'autre. Et de manière indirecte pouvons-nous dire, nous trouvons aussi plusieurs questions, dont celle de la nature de classe de mode de production encore en vigueur lorsque la dictature de classe s'impose dans un pays isolé ; ou encore celle du rapport du prolétariat avec « son » État.

Pour la Gauche germano-hollandaise et d'autres, malheureusement aussi pour une partie de la Gauche communiste d'aujourd'hui, y compris certains courants ou organisations se réclamant de la Gauche d'Italie, la Révolution russe est soit une révolution « double », bourgeoise et prolétarienne, soit totalement bourgeoise, puisque visant au développement du capitalisme – d'État – dans un pays économiquement arriéré. D'autres, bien que reconnaissant le caractère prolétarien d'Octobre 1917, situent la dégénérescence dès les lendemains de la prise du pouvoir « par Lénine et les bolcheviques » et leurs erreurs – réelles ou supposées. Parmi celles-ci, il en est trois qu'il convient de relever rapidement ici car elles éclairent, par opposition, la méthode et les positions défendues par la Gauche d'Italie. La première serait le fait que le parti bolchevique se serait empressé de se substituer aux soviets – aux conseils ouvriers – et de les vider de toute responsabilité politique. La seconde serait que la signature de la paix de Brest-Litvosk – février 1918 – mettant fin à la guerre avec l'Allemagne aurait trahi l'internationalisme et ouvert la voie au capitalisme d'État. Enfin, la troisième erreur – ou trahison, c'est selon – aurait été l'adoption de la NEP en 1921 qui représentait une concession au capitalisme.

La première, la faiblesse croissante des soviets et leur extinction en tant qu'organes de la dictature de classe, n'a rien à voir avec une volonté dictatoriale pré-établie ou autre des bolcheviques. La réalité même de la lutte des classes dans la Russie de 1918 à 1920 dans un pays isolé, déjà ravagé par la guerre impérialiste, dévasté ensuite par la guerre civile, fit que la seule force organisée en capacité de maintenir un minimum d' « ordre révolutionnaire » afin à la fois de défendre le pouvoir des soviets et de nourrir a minima la population, se trouva être le parti bolchevique et, par la suite, l'armée rouge constituée par Trotski. *« Aucun appareil administratif capable de mobiliser les forces nécessaires à la formation de l'armée n'existait. Le Parti, révélant une fois de plus l'importance décisive de sa mission historique, dut suppléer l'État*[59]*. »* La conséquence, elle-même lourdes d'autres conséquences, fut que la quasi totalité des forces du parti, de ses membres, c'est-à-dire la plupart des prolétaires les plus conscients qui l'avait rejoint avant octobre 17, furent appelés à prendre en charge la construction du nouvel appareil d'État, au risque de s'identifier à celui-ci si le processus révolutionnaire ne s'internationalisait pas et s'inversait – ce qui arriva[60].

Pour la seconde, il importe de relever l'alternative que la fraction dite de Boukharine qui s'opposait à la signature du traité de paix de Brest-Litovsk proposait au pouvoir des soviets, à la dictature du prolétariat : abandonner Petrograd aux armées allemandes et se retirer à l'Est tout en menant une guerre de guérilla ; c'est-à-dire en fait livrer le prolétariat révolutionnaire de Petrograd à la répression et au massacre systématique – comme ce fut le cas quelques mois plus tard en Allemagne, ou encore dans les régions reprises par les armées blanches durant la guerre civile. Autrement dit, sous la « phrase révolutionnaire », pour reprendre la formule de Lénine, nous avons le défaitisme et la liquidation de la dictature du prolétariat.

Enfin, pour la troisième, la NEP réintroduisait une certaine liberté de « marché » après les deux années dramatiques de la guerre civile qui avait causé des millions de morts du fait des massacres, de la famine et du typhus. Il s'agissait de relancer la circulation des marchandises produites par les paysans qui était bloquée suite aux réquisitions forcées de la période dite du « communisme de guerre », c'est-à-dire pour les impératifs drastiques de la guerre civile de 1919-1920. La position du parti bolchevique était très claire : *« En gros, la situation est la suivante : nous devons satisfaire les besoins économiques des paysans moyens et accorder la liberté d'échange, sinon, puisque la révolution mondiale tarde, il est impossible, économiquement impossible, de maintenir le pou-*

[59]. Victor Serge, *L'an 1 de la Révolution russe*, Édition Agone 2017. Le lecteur peut aussi se référer aux travaux de l'historien Alexander Rabinowitch qui relèvent le même phénomène dès les lendemains de la prise du pouvoir : *« Dès la fin de novembre en réponse aux appels de Lénine à éliminer la contre-révolution bourgeoise sur le Don, des milliers de bolcheviks de Petrograd, de gardes rouges, souvent mobilisés par les comités de district du parti, se joignirent aux forces soviétiques, de plus en plus nombreuses et hétéroclites, qui se dirigeaient vers le sud. »* (*Les bolcheviks au pouvoir*, Éditions critiques)

[60]. Nous ne mentionnons pas ici les milliers d'entre eux qui furent tués durant la sanglante guerre civile.

voir du prolétariat en Russie[61]*. »*

Maintenir le pouvoir prolétarien en Russie dans l'attente de la révolution mondiale, telle est l'obsession des bolcheviques durant toutes ces années. Les critiques d'hier et d'aujourd'hui sur la question sont particulièrement significatives des degrés de compréhension ou encore des visions erronées de ce qu'est le capitalisme et sera le communisme – et de l'incompréhension, quand il ne s'agit pas de l'ignorance, de la critique de l'économie politique réalisée par K. Marx en particulier dans *Le capital*. La critique, voire la dénonciation de la NEP, non seulement fait fi des conditions misérables d'alors, de la paralysie de la production et de la circulation des marchandises, et de la famine généralisée, mais surtout elle laisse accroire que... le « socialisme dans un seul pays » était une possibilité – ou du moins que des mesures « socialistes » étaient une possibilité et même une nécessité dans la Russie prolétarienne isolée et dévastée. C'est précisément cette vision qui n'a rien de communiste et tout de l'opportunisme, et de la trahison de classe qui ne peut manquer de suivre, que Staline et la contre-révolution réussiront à imposer au prolétariat et au parti en Russie à partir de 1926, puis à l'Internationale comme un tout en 1928. Et c'est précisément aussi cette vision que la Gauche d'Italie combattit et que le texte de 1946-47 rappelle :

« Le plan économique conçu par Lénine et adopté lors du 9e congrès du parti communiste russe en avril 1920 posait tout le problème sur la croissance de l'industrie de consommation : cela signifiait que l'objectif essentiel de l'économie soviétique était d'améliorer les conditions de vie des masses laborieuses. En revanche, la théorie des plans quinquennaux visait à poursuivre le développement de l'industrie lourde au détriment de l'industrie de consommation. Le débouché des plans quinquennaux dans l'économie de guerre et dans la guerre était donc tout aussi inévitable que pour l'évolution correspondante de l'économie dans le reste du monde capitaliste. »

Ici aussi, tout comme sur l'inversion du rapport État dit prolétarien et prolétariat international en faveur du premier et au détriment du second que le texte de Vercesi relève à propos du « comité anglo-russe » de 1926, il y a « inversion » du rapport entre les intérêts croissants propre au nouvel État isolé internationalement – le développement du capital national, l'industrie lourde en particulier – et les intérêts de classe du prolétariat – la production de biens de consommation. Nous avons à nouveau ici un rappel des principes marxistes et de classe face au problème théorique posé par l'introduction de la NEP, en particulier dans le rapport du prolétariat à l'État de la période de transition, dans le fait que le prolétariat reste classe exploitée et révolutionnaire y compris lors de sa dictature de classe (nous faisons abstraction ici de la réalité, à débattre, de ce qui pouvait rester de l'exercice effectif du pouvoir des masses prolétariennes dans leur ensemble et des soviets en 1920) et dans la non-identification des intérêts historiques et immédiats du prolétariat avec l'État de sa dictature de classe.

Il est enfin une autre question que le texte ne soulève pas car elle aurait semblé totalement incongrue et irresponsable aux membres de la Gauche et à laquelle Lénine avait répondu dans le débat de 1918 sur le traité de paix de Brest-Litovsk. Il nous semble important d'y revenir ici car elle vient en complément de notre propos et ressurgit régulièrement, encore de nos jours, du fait de certains se réclamant de la Gauche communiste. Les bolcheviques auraient dû quitter le pouvoir ce qui aurait évité qu'ils tombent dans l'opportunisme, puis dans la contre-révolution, et leur aurait permis de « sauver les principes » et de se prémunir du danger de dégénérescence opportuniste. En clair, ils auraient ainsi pu « garder les mains propres ». Ce fut un des arguments de la Fraction de Boukharine en 1918 et dans un certain sens d'une partie de la Gauche germano-hollandaise[62]. Cette position fait totale abstraction du processus même de la révolution dans la Russie et l'Europe d'alors. L'abandon du pouvoir aurait inévitablement précipité l'effondrement complet de l'appareil d'État déjà bien mal en point, avec les conséquences matérielles qui en auraient découlé pour les masses. Mais surtout, elle aurait ouvert la voie aux forces de la contre-révolution, aux armées blanches et des pays impérialistes déjà actives en Russie même et à un bain de sang à côté duquel celui de la Commune de Paris aurait paru insignifiant.

Cette vision, ou position, que nous qualifierons de défaitiste et liquidatrice est elle-même en rupture avec la position de principe sur le rapport parti-classe, telle que K. Marx la présente dans le *Manifeste communiste* : *« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les sé-*

[61]. Lénine, *Op. Cit.*

[62]. Cette argumentation est toujours utilisée aujourd'hui, y compris par des éléments se réclamant de la Gauche communiste : *« en l'occurrence* [en février 1918], *face aux difficultés rencontrées par la révolution, mieux vaut périr de la main des forces extérieures en tant que véritable pouvoir prolétarien que de tenir en rejetant les principes communistes... (...) Plutôt perdre le pouvoir* [toujours en février 1918 !] *que cautionner le mensonge identifiant la révolution avec un régime qui n'aurait plus de socialisme* [sic!] *que le nom. Tel était leur* [la fraction Boukharine] *credo : mieux valait être défait comme la Commune de Paris que participer à une 'corruption du pouvoir' dénaturant le socialisme et la révolution. Pourquoi ? Parce que dans le premier cas, la révolution n'aurait pas dérogé à ses principes et pourra alors renaître comme le phénix tandis que dans l'autre, l'assimilation de la contre-révolution au socialisme servira de repoussoir pendant des décennies entières pour écarter toute idée de révolution et de socialisme. L'on ne saurait être plus prémonitoire ! »* (Préface d'octobre 2011 signée Marcel Roelands et Michel Roger à la publication des textes de la revue *Kommunist* de la Fraction Boukharine par les éditions Smolny)

parent de l'ensemble du prolétariat. »

Il est encore d'autres questions, comme celle des « *lois générales de l'évolution historique qui conduisent à une intervention croissante et totalitaire de l'État* » dans la période impérialiste et en vue de la guerre généralisée, que nous ne pouvons pas commenter ici faute de place.

À la lecture du rappel incomplet des positions et des apports de la Gauche d'Italie que nous faisons ici, le lecteur le relèvera avec nous : la contribution de Vercesi sur *La tactique du Comintern de 1926 à 1940* synthétise aussi une grande partie des leçons et du bilan que les revues en italien *Prometeo* des années 1920-1930 et en français *Bilan* des années 1930 réussirent à tirer dans le cadre programmatique des deux premiers congrès de l'Internationale et du Parti communiste d'Italie, tels *Le principe démocratique,* les thèses de Rome de 1922 et de Lyon au 3e congrès du parti en 1926[63]. Ce sont essentiellement ces leçons qu'elle a su tirer de l'expérience révolutionnaire des années 1917-1923 et de... la contre-révolution de plusieurs décennies qui l'a suivie, qui fondent le cadre programmatique des groupes communistes d'aujourd'hui et devront fonder demain celui du parti.

Revendication « exclusive des combats » de la Gauche d'Italie ?

Notre revendication historique de la Gauche d'Italie, telle qu'elle est présentée dans notre plateforme, est souvent mal comprise, quand elle n'est pas tout simplement combattue : « *Parmi les différentes oppositions et fractions de gauche au sein de l'IC, puis des différents courants de la Gauche communiste des années 1930 à nos jours, tel le courant de la Gauche dite germano-hollandaise, le GIGC se reconnaît et se revendique du combat exclusif de cette Gauche dite italienne à partir des années 1920 jusqu'à nos jours*[64]. » Cette présentation nous fournit l'occasion de revenir sur la méthode historique qui doit prévaloir dans toute démarche de réappropriation historique.

Nous reprenons à notre compte la contribution de Vercesi de 1946. Pourtant, elle défend des positions que nous ne partageons pas – ou plutôt que nous ne partageons plus aujourd'hui. Comment expliquer cette apparente contradiction ? Ces positions n'étaient pas fausses en soi, ou ne soulevaient pas de question de principe ou encore de méthode au moment où la Gauche les adopta dans les années 1930. C'est le développement même de la situation historique et la lutte des classes qui a changé les termes de ces questions et qui requiert aujourd'hui des réponses différentes et adaptées aux conditions concrètes de l'antagonisme entre les classes tel qu'il se pose de nos jours. Parmi ces questions, il en est deux en particulier sur lesquelles il convient de s'arrêter un moment : la question nationale et la question syndicale.

À propos de la Chine, Vercesi reprend la thèse, déjà avancée dans *Bilan* dans les années 1930, selon laquelle « *le cadre historique de l'impérialisme financier du capitalisme (...) n'offre aucune perspective d'élévation des pays coloniaux et semi-coloniaux au rang d'États-nations indépendants.* »[65] Il serait plus que superficiel de traiter par le mépris cette position qui semble aujourd'hui largement contredite par l'émergence de la Chine, de l'Inde et d'autres pays en tant qu'États capitalistes et impérialistes à part entière. Nous ne pouvons pas revenir sur la question théorique liée à la question nationale telle qu'elle se présenta à partir de la 1er Guerre mondiale et, surtout après la 2e, dans le cadre de cette présentation. Ni sur le cas particulier de la Chine qui, comme le souligne Vercesi en 1947, « *peut disputer à la France le rang de quatrième ou cinquième puissance parmi les Cinq Grands.* » Contentons-nous pour l'heure de relever que le maintien dans le « sous-développement » capitaliste du continent asiatique, et de la Chine en particulier, jusqu'aux dernières années du 20e siècle pouvait sembler vérifier, empiriquement, la thèse de l'impossibilité pour les pays de la « périphérie » du capitalisme de se développer et de pouvoir finir par rivaliser avec les principales puissances historique du capitalisme. Rappelons que c'est en grande partie sur cette thèse que se fondait – du moins pour beaucoup – la position de classe selon laquelle les luttes de libération nationale ne peuvent plus être que des moments des rivalités et conflits impérialistes, contrairement au 19e siècle, et que le prolétariat a tout à perdre à se laisser entraîner dans ces « guerres nationales ». Après la 2e Guerre mondiale, l'indépendance de l'Inde, des pays africains, ou encore le Cuba de Castro, venaient confirmer largement que l'indépendance ne débouchait pas sur le développement conséquent d'un capitalisme national, mais plutôt sur une nouvelle forme de soumission à l'impérialisme et sur une explosion de la misère pour des masses toujours plus nombreuses. Quant aux guerres de Corée et du Vietnam, moments aiguës de la rivalité entre les blocs impérialistes de l'Ouest et de l'Est, elles soulignaient tout particulièrement la terreur qui s'exerçait sur le prolétariat et les populations, la paysannerie pauvre en particulier, lors des guerres dites « anti-coloniales et de libération nationale ». Bref, l'impossibilité de « *l'élévation des pays coloniaux et semi-*

[63]. Le 3e congrès tenu à Lyon consacra l'éviction définitive de la Gauche et la victoire de l'opportunisme stalinien, au prix de manœuvres d'appareil et grâce à Gramsci qui se fit l'instrument du stalinisme.

[64]. Plateforme du GIGC, https://igcl.org/+Plateforme-politique-du-GIGC+

[65]. La contribution de Vercesi est ici dans la continuité des travaux que *Bilan* a pu développer dans les années 1930, en particulier sous la plume de son militant Mitchell et sous l'influence de la Gauche germano-hollandaise qui se basait pour l'essentiel sur *L'accumulation du capital* de Rosa Luxemburg.

coloniaux au rang d'États-nations indépendants » était largement vérifiée durant toutes ces décennies.

Alors comment expliquer l'émergence de la Chine comme principal rival économique et impérialiste de la première puissance américaine ? Il conviendrait de revenir sur la « globalisation », pour reprendre la terminologie bourgeoise, de la dernière décennie du 20e siècle et de la première du 21e pour comprendre à la fois comment l'accumulation du capital a pu se relancer comme jamais depuis 2000 et comment la crise revient avec force et violence, démultipliée, au plan mondial aujourd'hui. Au point qu'elle ne présente, du point de vue du capitalisme et de la classe bourgeoise, d'autre issue que la fuite en avant, aujourd'hui accélérée, dans la destruction massive de capital et une troisième guerre mondiale qui semble devenir inéluctable. Contrairement à la thèse de Vercesi dans ce texte et de *Bilan*, puis de la plupart des groupes de la Gauche communiste contemporaine, l'émergence de la Chine, de l'Inde et d'autres montre que certains *« pays coloniaux ont pu s'élever au rang d'États-nations »*, comme puissances capitalistes et impérialistes capables de rivaliser avec les puissances des centres historiques du capitalisme. Il ne fait guère de doute que, suite à la disparition du bloc impérialiste de l'Est et l'implosion de l'URSS, le capitalisme trouva le moyen de repousser les effets de ses contradictions économiques, en particulier en maintenant et même relançant comme jamais l'accumulation du capital et en faisant de la Chine, et à un degré moindre d'autres pays, le soi-disant atelier du monde. Le fait d'exclure dans les années 1930, dans l'après-guerre et jusqu'aux années 1990, la possibilité de voir la Chine devenir le principal rival économique et impérialiste des États-Unis – comme le fait la contribution de Vercesi et comme ont continué à le faire les principales composantes de la Gauche communiste internationale[66] – doit donc être appréhendé dans le contexte d'une période de presque soixante-dix ans qui voyait l'écart entre les pays de la « périphérie » du capitalisme et les pays centraux ne cesser de se creuser. Cela ne veut pas dire, ni exclut, qu'on ne puisse pas revenir sur la question au plan théorique et essayer de comprendre pourquoi et comment ce qui apparaissait, et de fait fut, impossible tout au long du 20e siècle, l'est devenu à partir des années 2000. Et de relever si erreurs de méthode il y avait et, si oui, où elles se situaient et se situent encore. En particulier, et pour en finir ici avec ce point, il ne fait guère de doute que les deux premières décennies du 21e siècle questionnent la théorie dite « luxemburgiste » de la crise du capital, en particulier de sa critique des schémas de la reproduction du livre 2 du *Capital*, et de la question des marchés extra-capitalistes présentés comme indispensables à l'accumulation capitaliste.

La question syndicale et l'unité du prolétariat

Le texte de Vercesi, publié en 1946-1947, rappelons-le, semble encore considérer les syndicats comme s'ils étaient toujours des organisations unitaires de lutte de la classe ouvrière. À première vue, il peut sembler que la Gauche germano-hollandaise ait su comprendre bien plus tôt, dès 1918-1920, que les syndicats étaient devenus des organes contre-révolutionnaires et valider ainsi, au moins sur ce plan, une méthode et un positionnement différents de ceux de la Gauche d'Italie. Nous pensons au contraire qu'il n'en est rien et que la prescience du KAPD sur la question syndicale présente bien des dangers opportunistes et des concessions sur les principes, en particulier sur celui de l'unité du prolétariat.

En 1920 en Allemagne, la trahison des directions syndicales prônant « l'union sacrée » en 1914 est largement confirmée par leur opposition aux tentatives d'insurrection révolutionnaire du prolétariat dès 1918. En réponse, le KAPD tout juste formé[67] appelle à « sortir des syndicats » et à la formation d' « organisations d'entreprise », les AAU et AAU-E sur la base d'une plateforme **politique** « révolutionnaire ». Autrement dit, tous les prolétaires ne partageant pas cette position révolutionnaire ne pouvaient pas y participer. Il créait ainsi des organes à moitié-syndicat et à moitié-parti qui tournaient le dos aux soviets russes, ou conseils ouvriers, en tant qu'organisations de lutte visant à rassembler toute la classe ouvrière. Il se retrouvait ainsi, de fait, sur la même ligne de rupture de principe que celle de l'Internationale appelant à la création de l'Internationale syndicale rouge et à la scission syndicale. Vercesi le souligne : cette politique de « scission syndicale » participa activement et directement à la division du prolétariat dans les années 1920 et 1930 et à ses défaites successives[68]. Le Parti communiste d'Italie combattit cette politique avec raison, tant sur le plan des principes que sur le plan politique et tactique de la défense des intérêts ouvriers immédiats, en défendant le caractère unitaire des organisations de lutte prolétarienne. On peut relever que jusqu'à la guerre et à de rares exceptions, essentiellement la Gauche germano-hollandaise, tous les groupes, fractions et oppositions communistes considéraient toujours les syndicats comme des organismes de classe[69]. Aujourd'hui, les or-

[66]. Y compris nous-mêmes comme le défendent les Thèses sur la situation internationale que nous avions adoptées à notre conférence de constitution en 2013.

[67]. Il se forme officiellement en avril 1920 après que la plupart de ses membres aient été exclus du KPD au congrès d'Heidelberg d'octobre 1919 du parti allemand « pour gauchisme ».

[68]. En particulier, elle favorisa les aventures gauchistes de type putschistes comme l'insurrection d'Hambourg.

[69]. Nous laissons de côté ici cette question particulière, celle de la trahison des directions syndicales sociale-démocrates en 1914 et leur passage à l' « Union nationale et à la défense de la patrie »

ganes **unitaires** de lutte de la classe ne peuvent qu'être les assemblées générales et les conseils ouvriers. Voilà un exemple de la signification de notre **revendication exclusive du combat** de la Gauche d'Italie. Dans la bataille de classe en 1919-1923 sur la scission syndicale, nous nous revendiquons de son combat contre la position opportuniste adoptée par l'IC et par… le KAPD. Cette revendication « exclusive » ne nous empêche pas de prendre en compte les apports particuliers que la Gauche dite germano-hollandaise put faire sur la question syndicale, en particulier grâce à Pannekoek dans les années …1930.

Cette question n'appartient pas qu'au passé. Les tentatives pour diviser la classe, en particulier entre ses fractions les plus combatives et « impatientes », voire « radicales », jusqu'au-boutistes ou encore aventuristes, et ses fractions les moins combatives, se reposera inévitablement dans les luttes à venir. Qu'elles soient le fait conscient de forces bourgeoises de gauche ou gauchistes ou inconscient de forces révolutionnaires immatures ou anarchisantes n'enlèvera rien à leur danger. En passant, rappelons que cette question se posa tant dans la Révolution russe que dans la révolution en Allemagne. Là où, Berlin en janvier 1919, le tout jeune et immature parti communiste allemand, le KPD, ne sut pas prévenir, ni faire face à une aventure insurrectionnelle prématurée délibérément provoquée par le gouvernement social-démocrate, le parti bolchevique donna une réponse au risque d'insurrection tout aussi prématurée à Petrograd en juillet 1917 et nous lègue une méthode, dans les Thèses d'avril[70] rédigées par Lénine en 1917, auxquelles tout militant ou groupe de militants communistes peut et doit se référer encore aujourd'hui. Car, il ne fait guère de doute que le gauchisme bourgeois et le syndicalisme de base mettront en place des manœuvres et des sabotages tels que des assemblées générales artificielles, de faux comités de grève, et sans doute demain des « conseils ouvriers », ou encore des actions prématurées et aventurières, etc., afin de diviser les travailleurs entre les plus radicaux et militants et ceux qui le seront moins. Pour s'y opposer efficacement, les révolutionnaires devront s'en tenir à l'expérience du parti bolchevique en 1917, soucieux de l'unité de la classe, soucieux de ne pas couper ses fractions les plus combatives de la masse du prolétariat, et aux leçons et à la méthode que la Gauche d'Italie a mises en avant et défendues pendant toutes ces années, et que l'on retrouve dans le texte qui suit.

À la lecture de cette – longue – introduction, nous espérons que le lecteur et les militants comprendront l'importance historique et programmatique de ce texte pour les générations d'aujourd'hui. Il est le « pont » permettant de passer au mieux des positions d'hier à celles d'aujourd'hui. La dynamique vers la guerre généralisée qui s'affirme toujours plus va inévitablement provoquer, et provoque déjà, une exacerbation des antagonismes de classe. La situation dramatique qui vient interpelle le prolétariat international comme un tout, afin qu'il s'engage dans la résistance et le combat de classe et ouvre ainsi une perspective révolutionnaire. Mais elle interpelle aussi les faibles forces communistes d'aujourd'hui pour qu'elles développent leurs capacités politiques d'orientation et d'intervention politiques dans la tourmente qui pointe. Il en résulte, et va en résulter, que le combat pour la constitution du parti communiste mondial du prolétariat va devenir une priorité et une urgence. Pour autant, cette formation ne sera pas, et ne peut pas, être décrétée. Elle ne peut se faire que sur la base d'un programme et de positions claires et les plus précises possibles. Se réapproprier l'expérience du passé de notre classe et de ses minorités révolutionnaire et confronter les positions politiques divergentes sont les conditions minimales pour que le parti, son intervention dans la classe et sa direction politique soient une réalité et une arme matérielle de la confrontation historique et dramatique à venir.

Sans unité et homogénéité politiques minimales, le parti ne saura pas avancer des orientations et des mots d'ordre adaptés aux moments et aux lieux et faire que le prolétariat comme un tout les fasse siennes et les réalise. C'est là une des leçons spécifiques que la Gauche d'Italie sut tirer. Osons le dire : sans parti communiste et sans programme clair, l'insurrection prolétarienne, la dictature de classe et l'avènement du communisme ne seront pas. En exposant la faillite de l'IC et l'alternative de classe que la Gauche d'Italie fut seule capable de présenter tout au long de ces années noires, la contribution de Vercesi sur le Comintern est un outil précieux, parmi d'autres, une référence de premier plan, pour que le prolétariat puisse constituer son parti et qu'il soit à la hauteur des enjeux historiques dramatiques qui viennent.

Le GIGC, juillet 2025

d'une part, et d'autre part le processus des années 1920-1930 qui va voir la réalisation de l'intégration complète des appareils syndicaux au cours des années 1920-1930 à l'État par leur participation à la préparation à la guerre et au moyen du New Deal aux États-Unis, avec le précédent du *Trade Disputes and Trade Union Act* de 1927 au Royaume Uni, des fronts populaires en France et Espagne, ou encore par le totalitarisme des pays fascistes, Allemagne et Italie et de… l'URSS stalinienne.

[70]. https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/04/vil19170407.htm

• La revue *Révolution ou Guerre* en français est en vente aux endroits suivants :

Canada (Québec) :

- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield
- N'était-ce pas l'été, 6792 Boul. St-Laurent, Montréal
- Livres à soi, 1575 Av Laurier, Montréal, H2J IJ1

France :

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

La revue *Revolution or War* en anglais est en vente aux endroits suivants :

Hongrie : Gondolkodó Autonóm Antikvárium Budapest Orczy út 46-48. 1089 Magyarország
Royaume-Uni : Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #30 (mai 2025)

La guerre impérialiste généralisée facteur central de la situation historique
Avec Trump, l'heure est au choix entre « du pain ou des canons » (GIGC)
Trump et le « nouvel âge d'or » (TCI)
L'Amérique de Trump menace le monde (Il Comunista)
Pour la révolution prolétarienne, internationale et communiste (Programa Comunista)
Le « nouvel ordre mondial » est le désordre du capitalisme en crise (Programa Comunista)
Sur les comités de lutte « NO War But the Class War »
Thèses programmatique du groupe Barbaria et nos commentaires critiques (2e partie)

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #31 (septembre 2025)

Se préparer aux affrontements de classe qui viennent
Rejeter tous les sacrifices que le capitalisme veut nous imposer pour préparer sa guerre mondiale (tract du GIGC, avril-mai 2025)
Manifestations spontanées à Los Angeles contre la police « ICE »
L'alternative droite-gauche, autocrates-démocrates, Trump-anti-Trump au service et moment de la marche à la guerre généralisée
Dans la guerre des droits de douane, le prolétariat paiera la facture si... (Battaglia comunista)
Lettre de Barbaria sur nos commentaires critiques sur ses thèses programmatiques (extraits)
Notre réponse à Barbaria
La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (fin)

NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la *grève de masse*.
- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'ex-URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chávez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcellaires*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme, anti-racisme,* etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.